LA LANGUE, DÉTERMINANT DE L'ÉTAT DE SANTÉ
ET DE LA QUALITÉ DES SERVICES

La situation socioéconomique des anglophones du Québec

INSTITUT NATIONAL
DE SANTÉ PUBLIQUE
DU QUÉBEC

Québec

Rapport

La situation socioéconomique des anglophones du Québec

Vice-présidence aux affaires scientifiques

Mai 2012

Institut national de santé publique Québec

AUTEURE

Marie-Hélène Lussier, démographe
Vice-présidence aux affaires scientifiques

SOUS LA COORDINATION DE

Normand Trempe, chargé de projets
Vice-présidence aux affaires scientifiques

MISE EN PAGES

Hélène Fillion, agente administrative
Vice-présidence aux affaires scientifiques

REMERCIEMENTS

Nous aimerions remercier Danièle Dorval pour sa contribution initiale importante qui a permis au projet de prendre son envol. Nous aimerions également remercier Sylvie Martel, André Simpson, Jérôme Martinez, Ernest Lo et Amadou Diogo Barry pour leurs commentaires, suggestions et soutien technique.

Cette analyse est produite dans le cadre des « Projets pour la santé des communautés de langue officielle en situation minoritaire », projet financé à l'Institut national de santé publique du Québec par le Réseau communautaire en santé et services sociaux (RCSSS), dans le cadre du « Programme de contribution pour les langues officielles en santé » de Santé Canada.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : http://www.inspq.qc.ca.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

DÉPÔT LÉGAL – 3e TRIMESTRE 2012
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA
ISBN : 978-2-550-62943-6 (VERSION IMPRIMÉE ANGLAISE [ENSEMBLE])
ISBN : 978-2-550-62944-3 (PDF ANGLAIS [ENSEMBLE])
ISBN : 978-2-550-65416-2 (VERSION IMPRIMÉE ANGLAISE)
ISBN : 978-2-550-65417-9 (PDF ANGLAIS)

ISBN : 978-2-550-62941-2 (VERSION IMPRIMÉE [ENSEMBLE])
ISBN : 978-2-550-62942-9 (PDF [ENSEMBLE])
ISBN : 978-2-550-65414-8 (VERSION IMPRIMÉE)
ISBN : 978-2-550-65415-5 (PDF)

©Gouvernement du Québec (2012)

RÉSUMÉ

Dans le cadre d'un projet visant à analyser l'état de santé des anglophones du Québec, la situation socioéconomique de ces derniers est examinée dans le temps, par territoire de résidence et en comparaison avec les francophones. La variable utilisée pour identifier l'appartenance à la communauté anglophone est la langue maternelle. L'analyse porte sur différents indicateurs socioéconomiques tirés du recensement dont ceux permettant de montrer la disparité des revenus.

Malgré une progression généralement favorable entre 1991 et 2006, la situation socioéconomique des anglophones du Québec est nuancée lorsque les données sont examinées par territoire de résidence ou comparées avec les francophones. Ainsi, en dépit d'une plus forte diplomation universitaire, les anglophones présentent des taux de chômage plus élevés que les francophones. Ils sont également proportionnellement plus nombreux que les francophones à vivre sous le seuil de faible revenu bien qu'ils disposent de revenus moyens supérieurs. L'analyse géographique montre aussi plus de disparités régionales chez les anglophones et révèle des écarts socioéconomiques plus importants pour ceux vivant dans la RMR de Montréal. Le tableau suivant résume les faits saillants observés par territoire.

La disparité des revenus a été analysée avec le coefficient de Gini et celui-ci confirme que l'inégalité des revenus est plus prononcée chez les anglophones, surtout à l'intérieur de la RMR de Montréal. Les hommes anglophones de la RMR de Montréal émergent particulièrement du lot avec un indice de disparité des revenus très élevé tout au long de la période.

Faits saillants de la situation socioéconomique des anglophones selon le territoire

Territoire	Comparaison avec francophones	Comparaison avec les autres régions
RMR de Montréal	Plus de disparités que chez les francophones : à la fois plus riches et plus pauvres	L'endroit où on retrouve les plus grandes inégalités socioéconomiques
Autres RMR	Soit neutres soit favorisés lorsque comparés aux francophones	L'endroit où on retrouve le moins de disparités et une position socioéconomique généralement favorable
Hors RMR	Peu de différence avec les francophones	L'endroit où tous les indicateurs socioéconomiques sont défavorables à l'exception de la mesure du seuil de faible revenu

Cette analyse met en lumière non seulement la perte d'un relatif avantage socioéconomique des anglophones lorsque comparés aux francophones, mais elle illustre également les fossés qui se créent à l'intérieur même de la population anglophone. La situation socioéconomique étant un déterminant de l'état de santé, il reste à voir comment cette réalité d'aujourd'hui se traduira sur l'état de santé des anglophones du Québec dans l'avenir.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ..... **V**

LISTE DES FIGURES ..... **VII**

INTRODUCTION **1**

1 LA MÉTHODOLOGIE **3**

1.1 Source de données et périodes 3

1.2 La langue 3

1.3 Les territoires étudiés 3

2 UNE SÉLECTION D'INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES **5**

2.1 Résultats 5

2.1.1 La situation socioéconomique des anglophones pour l'ensemble du Québec 7

2.1.2 La situation socioéconomique des anglophones au niveau régional 13

2.1.3 Synthèse des indicateurs socioéconomiques du recensement 18

3 L'INÉGALITÉ DES REVENUS **19**

3.1 Les mesures de disparité 19

3.2 Détails méthodologiques en lien avec le calcul du coefficient de Gini 19

3.3 L'interprétation du coefficient de Gini 20

3.4 Résultats 21

3.4.1 L'évolution de l'inégalité des revenus pour l'ensemble du Québec 21

3.4.2 Les inégalités de revenu au niveau régional 22

3.4.3 Synthèse des résultats sur le coefficient de Gini 23

4 LES LIMITES **25**

CONCLUSION **27**

RÉFÉRENCES **29**

ANNEXE 1 INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES DU RECENSEMENT CHEZ LES ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES SELON LE TERRITOIRE DE RÉSIDENCE, 1991, 1996, 2001 ET 2006 ..... **33**

ANNEXE 2 SEUILS DE FAIBLE REVENU AVANT IMPÔTS POUR LES FAMILLES ÉCONOMIQUES ET LES PERSONNES HORS FAMILLES ÉCONOMIQUES, 2005 ..... **41**

ANNEXE 3 DÉFINITION DES INDICATEURS **45**

ANNEXE 4 LA COURBE DE LORENZ **49**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Effectifs de population selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 4

Tableau 2 Indicateurs socioéconomiques chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006 6

Tableau 3 Tableau récapitulatif de l'évolution entre 1991 à 2006 du coefficient de Gini pour les anglophones et francophones selon le territoire de résidence et le sexe 24

Tableau 4 Population selon l`identité autochtone ou l'inscription au registre des indiens selon la langue maternelle, Québec, 2006 26

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 35

Tableau 6 Seuils de faible revenu avant impôts pour les familles économiques et les personnes hors familles économiques, 2005 43

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Carte des territoires étudiés : RMR de Montréal, autres RMR (Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saguenay, Gatineau) et reste du Québec (hors RMR) 4

Figure 2 Proportion de la population selon la scolarité et la langue maternelle, Québec, 1991 et 2006 7

Figure 3 Revenu moyen selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 1991 et 2006 8

Figure 4 Revenu médian selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 1991 et 2006 9

Figure 5 Revenu moyen et médian selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 2006 10

Figure 6 Taux de chômage des anglophones et francophones selon l'âge, Québec, 1991 et 2006 11

Figure 7 Taux d'emploi des anglophones et francophones âgés de 25 ans et plus, Québec, 1991 et 2006 11

Figure 8 Proportion de la population totale, de 6 ans et moins et de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts chez les anglophones et francophones, Québec, 1991 et 2006 12

Figure 9 Revenus moyens des hommes anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006 14

Figure 10 Revenus moyens des femmes anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006 14

Figure 11 Proportion de la population ne détenant pas de diplôme d'études secondaire selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991 et 2006 15

Figure 12 Proportion de la population détenant un baccalauréat selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991 et 2006 15

Figure 13 Proportion de la population totale, de 6 ans et moins et de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006 16

Figure 14 Coefficient de Gini des anglophones et francophones selon le sexe, Québec, 1991 et 2006 21

Figure 15 Coefficient de Gini des anglophones et francophones selon le territoire de résidence et le sexe, 1991 et 2006 23

Figure 16 Illustration de la courbe de Lorenz de distribution des revenus 51

INTRODUCTION

L'état de santé d'une population est influencé par plusieurs déterminants : quelques-uns d'entre eux ne sont pas modifiables, comme l'âge et le sexe, alors que d'autres peuvent être modifiés par l'adoption de certaines habitudes de vie, la mise en place de politiques publiques favorables à la santé ou l'amélioration de l'accès aux services de soins de santé. Les conditions socioéconomiques représentent un élément majeur de l'analyse des déterminants de la santé et de leurs relations. En effet, la relation entre le statut socioéconomique et la santé physique et mentale est bien documentée (Braveman et collab., 2010; Orpana et collab., 2009; Pampalon et collab., 2008; Feinstein, 1993; Winkleby et collab., 1992). Les taux d'hospitalisation (ICIS, 2010), la mortalité prématurée (Pampalon et collab., 2008; Dupont et collab., 2004), ainsi que la mortalité par traumatismes (Pampalon et Hamel, 2002), par accidents vasculaires cérébraux (Martinez et collab., 2003) et par suicide (Burrows et collab., 2010) sont systématiquement plus faibles et l'espérance de vie plus élevée (Auger et collab., 2010) parmi les couches de population les plus favorisées matériellement. Ce constat s'étend aux régions géographiques : la santé est meilleure dans les zones les plus favorisées (ICIS, 2008).

Dans les études sur la santé, les deux dimensions les plus souvent utilisées pour estimer le statut socioéconomique sont la scolarité et le revenu. Mais au-delà de la richesse telle qu'évaluée par le revenu moyen par exemple, il est de plus en plus reconnu que l'inégalité des revenus, indépendamment du niveau de revenu, peut exacerber les disparités de santé. En effet, plus une société est inégalitaire dans la distribution des revenus, moins bonne serait la santé de sa population (Auger et collab., 2011; De Vogli et collab., 2011; Wilkinson et Pickett, 2006; Lynch et collab., 1998). Les individus d'un statut socioéconomique inférieur seraient plus favorisés lorsqu'ils vivent dans une société égalitaire (Rowlingson, 2011).

Cette analyse aborde une sélection d'indicateurs socioéconomiques incontournables dans l'analyse du statut socioéconomique des populations. Suivra une analyse de la disparité des revenus pour les anglophones du Québec. Des comparaisons seront ensuite établies dans le temps, selon le territoire de résidence et avec la population francophone.

1 LA MÉTHODOLOGIE

1.1 SOURCE DE DONNÉES ET PÉRIODES

Les données sont tirées du questionnaire long des recensements[1] de 1991, 1996, 2001 et 2006. À noter que les données présentées dans le texte portent sur les années 1991 et 2006. Les données des années 1996 et 2001 sont toutefois disponibles en annexe. Tous les indicateurs ayant trait au revenu se rapportent à l'année civile précédant le recensement, soit 1990 et 2005. Cependant, afin de conserver l'uniformité du document, nous référerons toujours aux années de recensement, même lorsqu'il s'agit de données sur le revenu.

1.2 LA LANGUE

Nous utilisons la variable « langue maternelle » pour identifier l'appartenance à la communauté anglophone ou francophone. Il s'agit de la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par l'individu. La langue maternelle se rapproche plus de l'identité culturelle et ethnique de l'individu et de ses ancêtres que la langue parlée à la maison ou au travail, ou que la première langue officielle parlée, et elle est ici considérée comme un déterminant de l'état de santé ou comme un facteur agissant sur d'autres déterminants. Dans le reste de ce document, l'utilisation des termes « francophones » et « anglophones » référera toujours à la langue maternelle de ces personnes.

Les réponses multiples ont été traités de la façon suivante : les francophones incluent ceux ayant répondu seulement le français comme langue maternelle ainsi que ceux ayant répondu le français et une ou plusieurs autres langues que l'anglais. De la même façon, les anglophones incluent ceux ayant répondu l'anglais seulement ainsi que ceux ayant répondu l'anglais et une ou plusieurs autres langues que le français.

1.3 LES TERRITOIRES ÉTUDIÉS

Aux fins de l'analyse, le Québec a été divisé en trois grandes zones géographiques : la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, la somme des cinq autres régions métropolitaines (Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saguenay et Gatineau) qui seront désignées par « autres RMR » et le reste du Québec. Ce dernier regroupement est composé de tous les villages, villes et zones rurales n'appartenant pas à une région métropolitaine et est désigné par l'appellation « régions hors RMR » ou « régions non métropolitaines ». Ces regroupements géographiques sont requis parce que les effectifs de population anglophone sont insuffisants dans de nombreuses régions du Québec pour réaliser des analyses thématiques qui sont fiables au niveau statistique. La figure 1 cartographie les territoires de résidence étudiés. Les régions métropolitaines de recensement (RMR) sont des unités géographiques utilisées par Statistique Canada. Elles correspondent à un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un grand noyau urbain. Une RMR doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants (Statistique Canada, 2008).

[1] Le questionnaire long a été envoyé au cinquième des ménages canadiens pour ces quatre recensements.

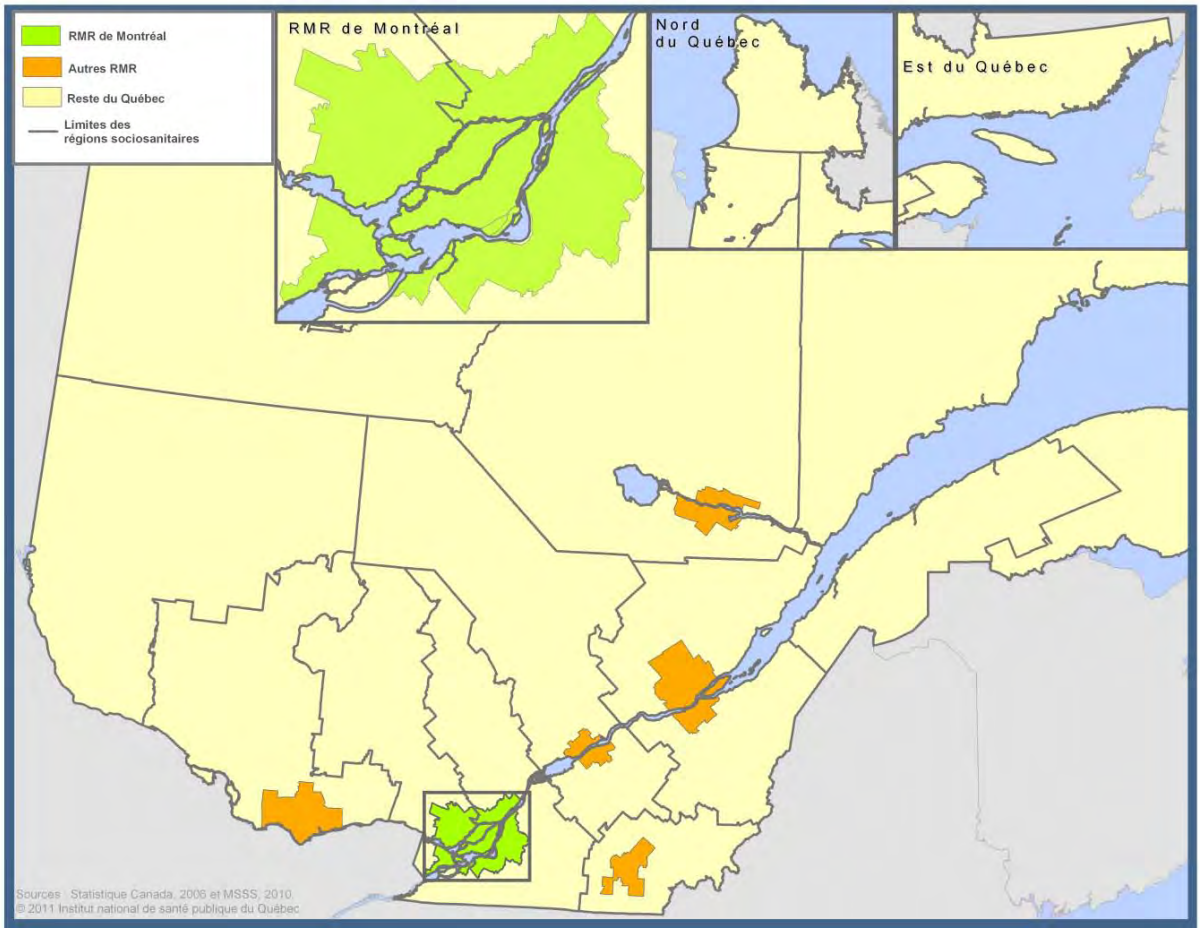

Figure 1 Carte des territoires étudiés : RMR de Montréal, autres RMR (Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saguenay, Gatineau) et reste du Québec (hors RMR)

Le tableau 1 présente le nombre d'habitants dans chaque territoire de résidence pour les quatre derniers recensements.

Tableau 1 Effectifs de population selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006[2,3]

	RMR Montréal		Autres RMR		Hors RMR		Ensemble du Québec	
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones
1991	452 105	2 095 830	53 740	1 210 705	105 525	2 266 770	**611 370**	**5 573 305**
1996	441 865	2 228 490	56 715	1 257 215	104 275	2 242 560	**602 855**	**5 728 265**
2001	422 255	2 298 430	53 745	1 272 395	96 120	2 217 815	**572 110**	**5 788 645**
2006	440 875	2 355 410	57 450	1 340 485	93 445	2 213 135	**591 770**	**5 909 030**

[2] Population vivant en ménages privés seulement.

[3] La population totale inclut les allophones et les individus déclarant à la fois le français et l'anglais comme langues maternelles (bilingues) mais ils ne sont pas analysés dans ce document.

2 UNE SÉLECTION D'INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES

La situation socioéconomique des anglophones a été analysée selon quatre thèmes (scolarité, chômage et emploi, pauvreté, revenu) regroupant douze indicateurs socioéconomiques :

- Proportion de la population ne détenant pas de diplôme d'études secondaires (DES);
- Proportion de la population détenant un baccalauréat;
- Taux de chômage (15 à 24 ans et 25 ans et plus);
- Taux d'emploi des 25 ans et plus;
- Proportion de la population totale, de 6 ans et moins et de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts[4] (voir annexe 2 pour les seuils);
- Revenu moyen et médian[5] selon le sexe.

Les résultats ont été analysés selon trois dimensions : temporelle (1991, 2006), géographique (Québec, RMR de Montréal, autres RMR, hors RMR) et linguistique (anglophones, francophones). Compte tenu du volume d'informations recueillies, seuls les constats principaux seront présentés dans le corps du texte. Le détail de l'ensemble des données est disponible à l'annexe 1 et les définitions des indicateurs sont disponibles à l'annexe 3.

L'annexe 1 regroupe tous les indicateurs présentés dans le document auxquels s'ajoutent les années 1996 et 2001. Nous avons aussi ajouté dans l'annexe le taux d'emploi des 15 à 24 ans et une donnée disponible pour 2006 seulement qui est la proportion de la population totale, la proportion de la population des 6 ans et moins, et celle des 65 ans et plus, vivant sous le seuil de faible revenu **après** impôts[6].

2.1 RÉSULTATS

Les premiers résultats portent sur l'évolution générale de la situation socioéconomique des anglophones pour l'ensemble du Québec en comparaison avec celle des francophones. Les différences observées selon le territoire de résidence seront présentées en deuxième temps. Le tableau 2 compare les anglophones et les francophones en 1991 et 2006 pour chacun des indicateurs retenus. Les cases rouges indiquent une différence qui est défavorable aux anglophones relativement aux francophones alors que les cases vertes indiquent une différence qui leur est favorable. Les cases jaunes signifient que les différences entre francophones et anglophones sont mineures ou absentes[7].

---

[4] Les seuils de faibles revenus (SFR) sont recommandés par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) pour mesurer la pauvreté au Québec.

[5] Le revenu médian n'est pas disponible pour les autres RMR.

[6] La proportion de la population vivant sous le seuil de faible revenu après impôts, par opposition à avant impôts, n'est pas disponible pour les recensements antérieurs à 2006.

[7] La mesure statistique utilisée qui compare les proportions des anglophones aux proportions des francophones pour les indicateurs de scolarité, de chômage, d'emploi et de pauvreté est le rapport de cotes. Puisque les proportions sont basées sur de grands effectifs, toute différence entre les proportions est en théorie statistiquement significative. Nous avons choisi les seuils de 0,833 et 1,2 (inverse) pour identifier les différences entre les deux groupes linguistiques qui sont les plus importantes. Pour les écarts observés entre les revenus moyens et médians, une différence de 5 % et plus a été jugée significative.

Tableau 2 Indicateurs socioéconomiques chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006

			Ensemble du Québec		RMR de Montréal		Autres RMR		Hors RMR	
			1991	2006	1991	2006	1991	2006	1991	2006
Scolarité	Population de 15 ans et plus n'ayant pas de DES	A	31,7	19,7	28,0	16,9	30,6	20,2	48,1	31,8
		F	39,6	25,3	35,0	21,6	33,0	20,4	47,5	31,9
	Population de 15 ans et plus ayant au moins un baccalauréat	A	16,4	22,5	18,8	25,3	15,4	21,5	6,9	10,5
		F	9,2	14,8	11,9	19,0	11,9	17,7	5,2	8,5
Chômage	Taux de chômage de la population de 15 à 24 ans	A	18,7	15,0	18,2	14,0	15,0	17,0	24,0	19,9
		F	18,3	11,3	16,6	10,8	17,0	10,9	21,0	12,2
	Taux de chômage de la population de 25 ans et plus	A	10,6	6,8	10,2	6,5	7,5	5,0	14,6	10,0
		F	10,2	5,3	9,3	4,6	8,5	4,4	12,2	6,7
	Taux d'emploi de la population de 25 ans et plus	A	57,1	60,9	58,9	62,8	61,3	62,7	47,8	51,7
		F	59,2	62,1	61,9	65,4	61,3	63,2	55,5	58,0
Pauvreté	Population totale vivant sous le seuil de faible revenu (avant impôts)	A	19,9	18,8	20,5	20,3	16,1	14,3	19,2	14,0
		F	18,0	14,7	20,1	17,2	18,0	15,2	16,1	11,8
	Population de 6 ans et moins vivant sous le seuil de faible revenu (avant impôts)	A	23,5	21,5	23,7	23,0	16,8	14,0	26,0	15,1
		F	19,6	15,3	22,4	18,6	18,6	14,4	17,5	11,9
	Population de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu (avant impôts)	A	23,8	17,9	26,7	20,1	19,9	16,5	15,7	11,2
		F	28,7	19,9	36,1	25,5	31,1	22,4	21,3	13,1
Revenu	Revenu moyen - hommes	A	32 611	45 652	34 945	49 652	26 603	41 020	24 192	33 616
		F	27 904	38 987	30 289	43 130	26 380	40 040	25 131	34 219
	Revenu médian - hommes	A	24 689	29 045	25 719	29 700			19 192	24 893
		F	24 398	31 412	26 364	33 754			21 891	28 898
	Revenu moyen - femmes	A	18 834	29 081	19 710	30 311	16 370	30 735	14 671	22 585
		F	16 368	26 085	18 158	28 879	15 312	27 061	14 096	22 369
	Revenu médian - femmes	A	14 054	20 982	15 028	21 786			10 720	17 327
		F	12 503	20 351	14 524	22 940			10 730	17 616

Légende :

Résultat ***défavorable*** aux anglophones lorsque comparé à celui des francophones.

Peu de différence entre le résultat des anglophones et des francophones.

Résultat ***favorable*** aux anglophones lorsque comparé à celui des francophones.

Données non disponibles.

A Anglophones.

F Francophones.

2.1.1 La situation socioéconomique des anglophones pour l'ensemble du Québec

Au premier abord, l'évolution temporelle des indicateurs socioéconomiques des anglophones à l'échelle du Québec indique un cheminement positif.

Parmi les indicateurs les plus favorables aux anglophones figure la scolarité. La proportion de la population anglophone peu instruite a chuté et celle qui détient un diplôme universitaire a augmenté de sorte que le nombre de bacheliers anglophones est désormais supérieur au nombre d'individus qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires (figure 2).

Les francophones ont également réalisé des gains importants au niveau de la scolarité entre 1991 et 2006. Malgré tout, les anglophones demeurent plus nombreux en proportion à atteindre un niveau de scolarité universitaire : 22,5 % d'entre eux détiennent un baccalauréat, comparativement à 15 % chez les francophones en 2006. L'écart de scolarité universitaire entre les deux groupes linguistiques est à ce point important qu'en 2006, les francophones n'ont pas encore atteint le niveau de diplomation universitaire observé chez les anglophones en 1991.

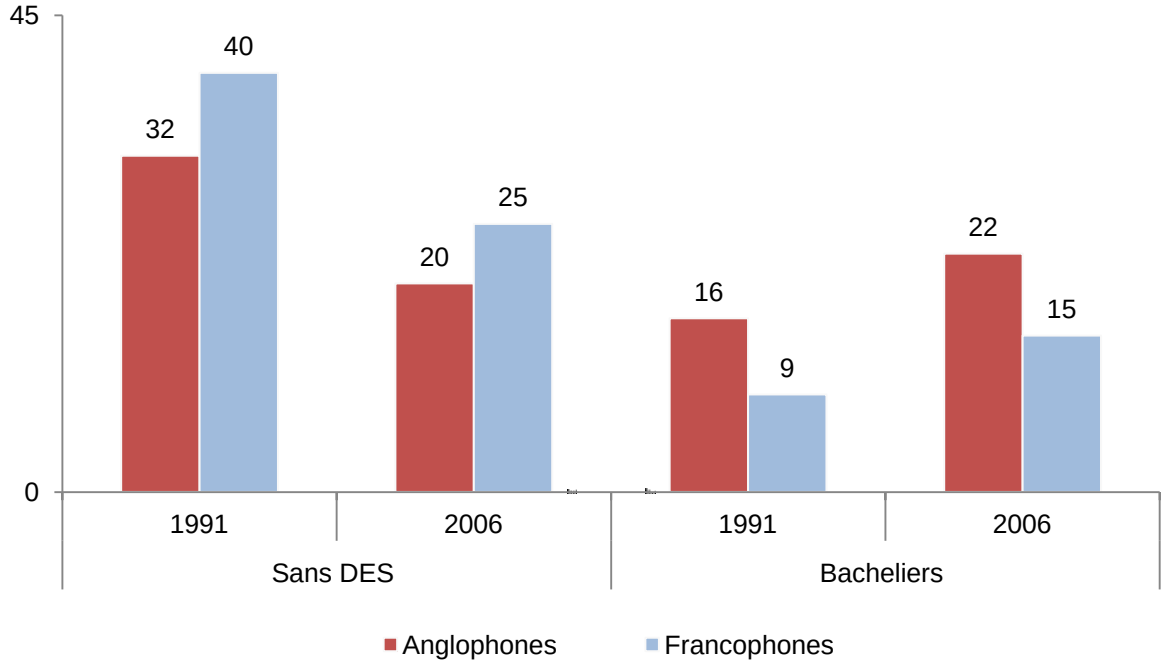

Figure 2 Proportion de la population selon la scolarité et la langue maternelle, Québec, 1991 et 2006

Le ***revenu moyen*** est généralement en corrélation avec le niveau de scolarité, et le cas des anglophones et francophones du Québec ne fait pas exception à la règle. La figure 3 montre que ***les revenus moyens des anglophones restent plus élevés que ceux des francophones*** peu importe le sexe. Le revenu moyen des hommes anglophones culmine à plus de 45 000 $ en 2006 en comparaison avec 39 000 $ chez les hommes francophones, tandis que 3 000 $ séparent les revenus moyens des femmes anglophones et francophones. L'écart relatif qui sépare les anglophones des francophones est resté sensiblement le même entre 1991 et 2006 pour les deux sexes.

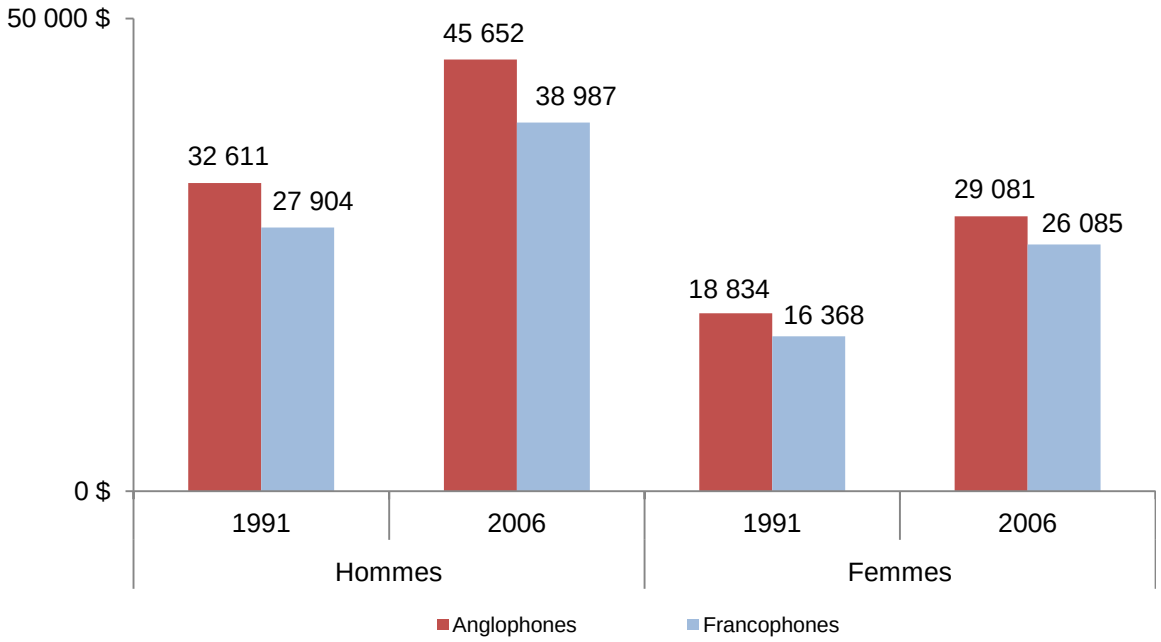

Figure 3 Revenu moyen selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 1991 et 2006

Le revenu moyen quantifie la totalité des revenus d'une population mais une de ses lacunes est qu'il est influencé par les valeurs exceptionnellement élevées ou faibles. Pour cette raison, de nombreux chercheurs préfèrent utiliser le ***revenu médian*** qui reflète davantage la situation vécue par la majorité de la population. Le revenu médian correspond au revenu qui divise la population en deux groupes égaux : la moitié des individus ayant des revenus supérieurs au revenu médian, l'autre moitié ayant des revenus inférieurs.

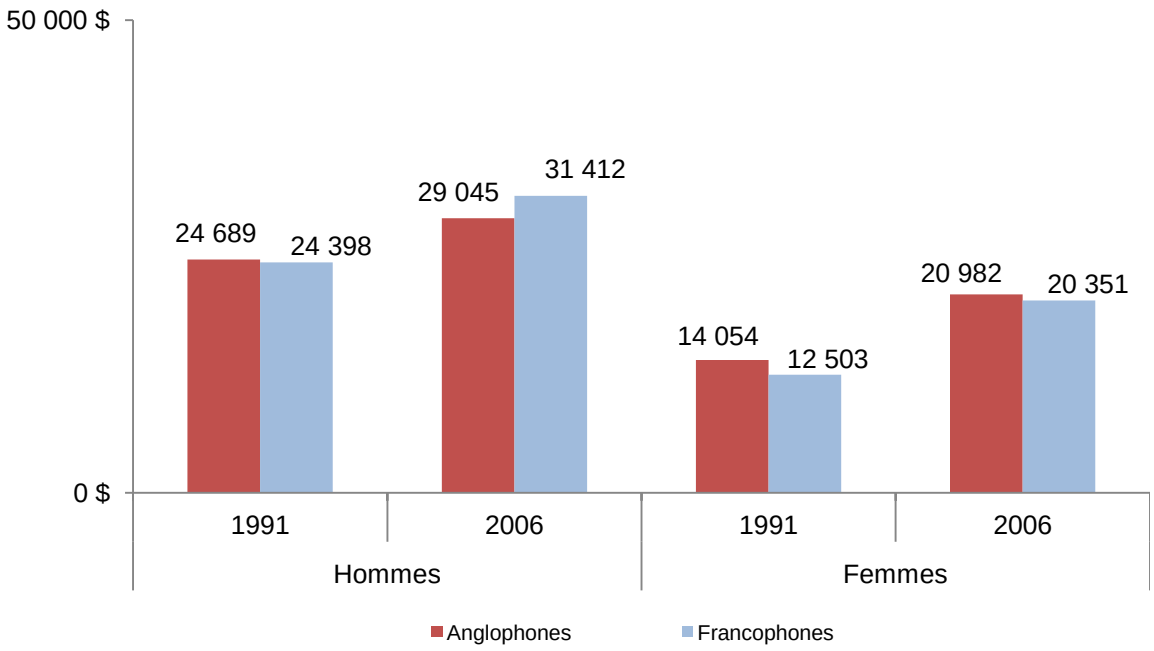

Figure 4 Revenu médian selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 1991 et 2006

Les différences observées pour le revenu moyen disparaissent, voire s'inversent pour les hommes, lorsque l'on observe les tendances pour le revenu médian (figure 4). En effet, le revenu médian des hommes anglophones est plus faible en 2006 que celui des francophones, alors qu'il était égal en 1991. Les femmes anglophones continuent de présenter un revenu médian légèrement plus élevé que celui des femmes francophones, mais l'écart entre les deux n'est désormais plus significatif (tableau 2).

En somme, les hommes anglophones touchent à la fois un revenu moyen plus élevé et un revenu médian plus faible en 2006 que les hommes francophones. Quant aux femmes anglophones, leur revenu moyen est plus élevé, mais leur revenu médian est similaire aux femmes francophones. Ainsi, les différences observées entre les revenus moyens et médians sont plus grandes chez les anglophones que les francophones (figure 5). Un écart important entre le revenu moyen et le revenu médian indique en général que les grandes richesses ne sont pas distribuées de façon uniforme et sont ainsi exclusives au segment le plus favorisé de la population.

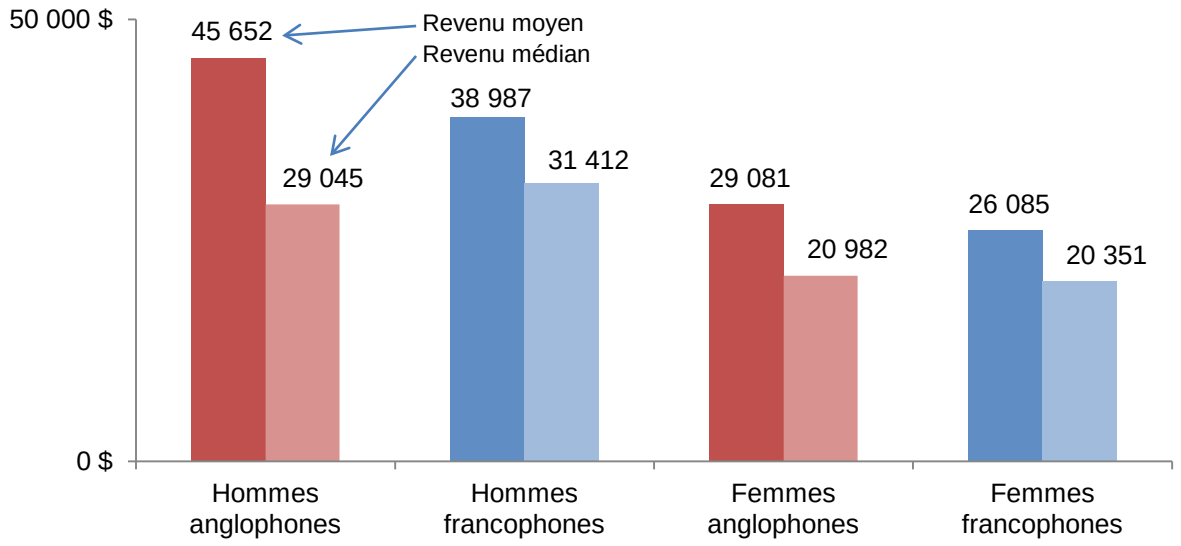

Figure 5 Revenu moyen et médian selon la langue maternelle et le sexe, Québec, 2006

En dépit d'une scolarité universitaire plus fréquente et de revenus moyens élevés, ***les anglophones présentent des taux de chômage supérieurs à ceux des francophones en 2006*** (figure 6). Ceci est observé dans l'ensemble de la population. En 1991, les deux groupes linguistiques présentaient des taux de chômage pratiquement identiques, mais ils se sont par la suite éloignés l'un de l'autre de sorte qu'en 2006, l'écart entre les deux est significatif. Ce sont les jeunes anglophones de 15 à 24 ans qui sont les plus touchés — la différence avec les francophones se situe à 4 % en 2006. Le taux d'***emploi*** des 25 ans et plus (figure 7) corrobore ce qui est observé pour le taux de chômage, les francophones présentant des taux légèrement plus favorables que les anglophones.

Par ailleurs, les taux de chômage ont diminué et les taux d'emploi ont augmenté entre 1991 et 2006 pour l'ensemble des groupes, ce qui est conforme avec la conjoncture économique de cette période.

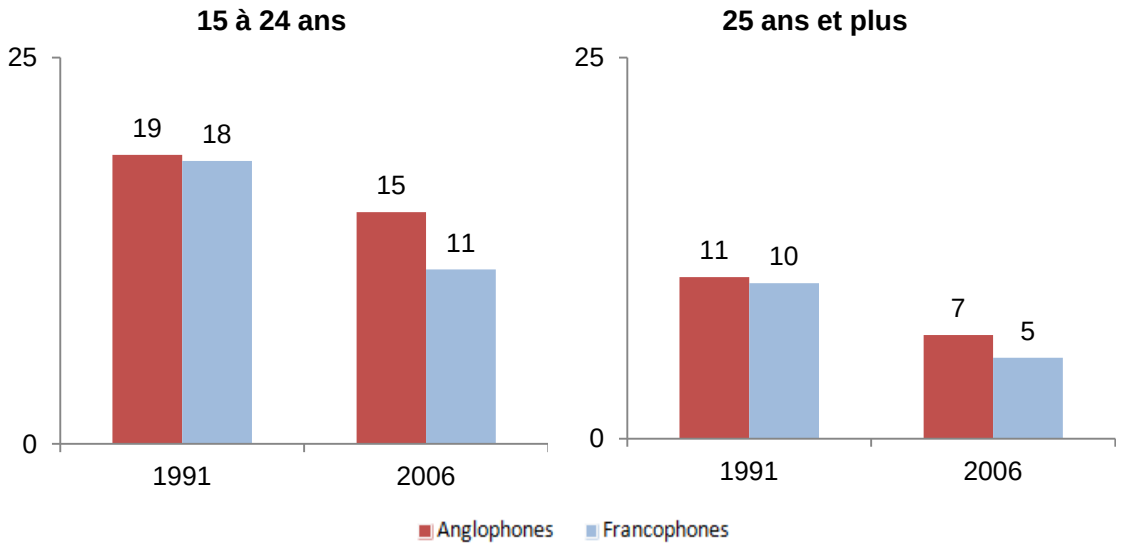

Figure 6 **Taux de chômage des anglophones et francophones selon l'âge, Québec, 1991 et 2006**

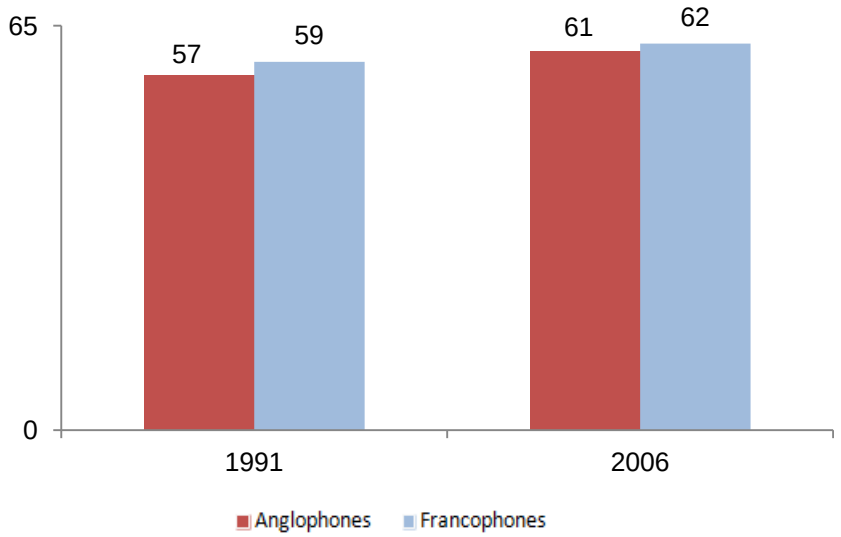

Figure 7 **Taux d'emploi des anglophones et francophones âgés de 25 ans et plus, Québec, 1991 et 2006**

La proportion des personnes qui vivent ***sous le seuil de faible revenu*** (SFR) est un indicateur classique et révélateur de la santé socioéconomique d'une population. Les seuils de faible revenu correspondent à un niveau de revenu où les familles consacrent 20 points de pourcentage de plus de leur revenu à la nourriture, au logement et à l'habillement que la famille moyenne. Ils sont ajustés selon la taille de la famille et le secteur de résidence (Statistique Canada, 2009).

Les anglophones sont plus nombreux, proportionnellement, à vivre sous le seuil de faible revenu que les francophones (figure 8). Ceci est observé en 1991 comme en 2006 et le fossé s'est élargi entre les deux groupes linguistiques dans le temps; les écarts les plus prononcés sont chez les 6 ans et moins. La tendance s'inverse cependant chez les 65 ans et plus, les francophones affichant une proportion plus élevée de personnes vivant sous le seuil de faible revenu. Ces résultats démontrent qu'un revenu moyen élevé chez les anglophones du Québec n'est pas nécessairement indicateur d'une bonne répartition de la richesse collective.

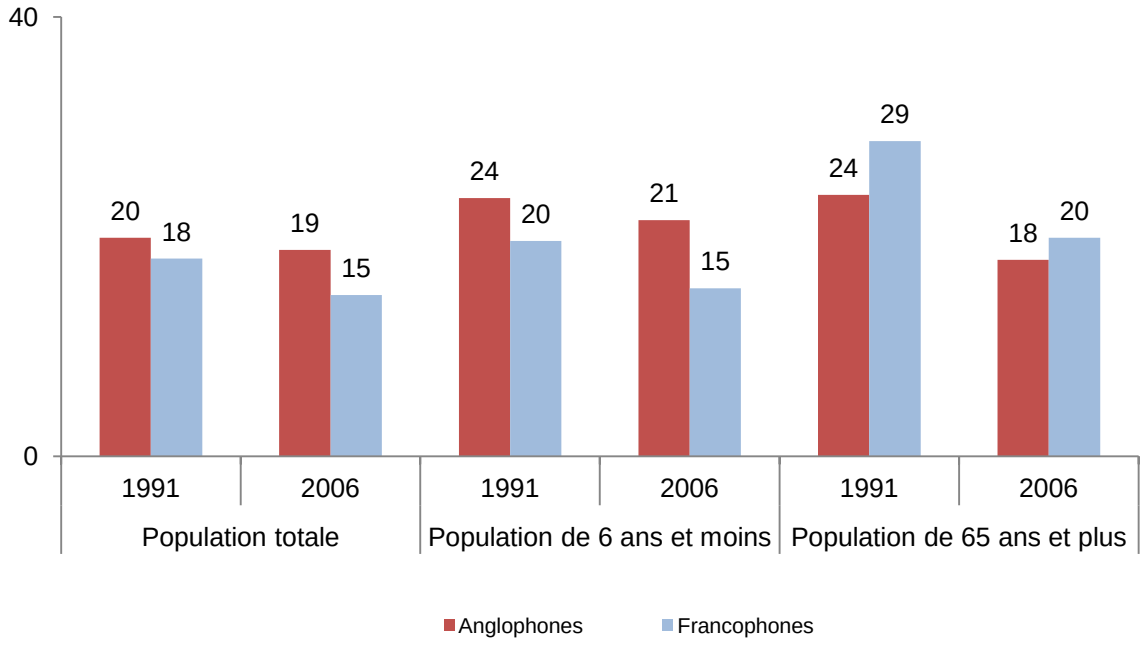

Figure 8 Proportion de la population totale, de 6 ans et moins et de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts chez les anglophones et francophones, Québec, 1991 et 2006

Bilan pour l'ensemble du Québec

Le portrait socioéconomique *a priori* encourageant des anglophones est quelque peu assombri lorsque comparé à celui des francophones. L'analyse pointe vers l'ampleur des contradictions socioéconomiques observées chez les anglophones du Québec.

Au niveau provincial, les gains observés entre 1991 et 2006 ont été moindres chez les anglophones que chez les francophones, de sorte que plusieurs des écarts qui étaient favorables aux anglophones en 1991 se sont réduits et certains déjà favorables aux francophones se sont accrus.

En définitive, les anglophones sont proportionnellement plus nombreux à vivre sous le seuil de faible revenu et à être touchés par le chômage bien qu'ils disposent de revenus moyens supérieurs à ceux des francophones et qu'ils possèdent plus souvent un diplôme universitaire.

2.1.2 La situation socioéconomique des anglophones au niveau régional

L'analyse se complexifie quelque peu en ajoutant la dimension géographique à celles du genre, de la langue et de l'année de recensement. Plusieurs des résultats présentés pour l'ensemble du Québec se répètent à l'échelle régionale. Nous avons choisi de commenter ici les constats principaux et les indicateurs les plus marquants. Pour l'ensemble des résultats, se référer à l'annexe 1.

RMR de Montréal

Nous avons vu que l'analyse des indicateurs socioéconomiques des anglophones du Québec fait ressortir des disparités. Le portrait de la situation socioéconomique des anglophones à l'échelle de la province est fortement influencé par les tendances observées dans la RMR de Montréal puisque 3 anglophones québécois sur 4 y résident, et c'est bel et bien dans ce territoire de résidence que les disparités sont les plus marquées.

La situation socioéconomique des anglophones résidant dans la RMR de Montréal est empreinte de contradictions et évolue moins positivement que par le passé. L'étude des revenus est le premier indicateur de ces contradictions dans la RMR de Montréal. Les figures 9 et 10 présentent les revenus moyens des hommes et des femmes selon le territoire de résidence et la langue maternelle. On constate qu'en 2006, les anglophones vivant dans la RMR de Montréal enregistrent toujours des revenus moyens plus élevés que ceux résidant dans les autres RMR et les régions hors RMR.

Le revenu moyen des anglophones dans la RMR de Montréal est aussi plus élevé que celui des francophones mais la situation est inversée pour les ***revenus médians*** en 2006 qui sont plus faibles que ceux des francophones pour les deux sexes (tableau 2).

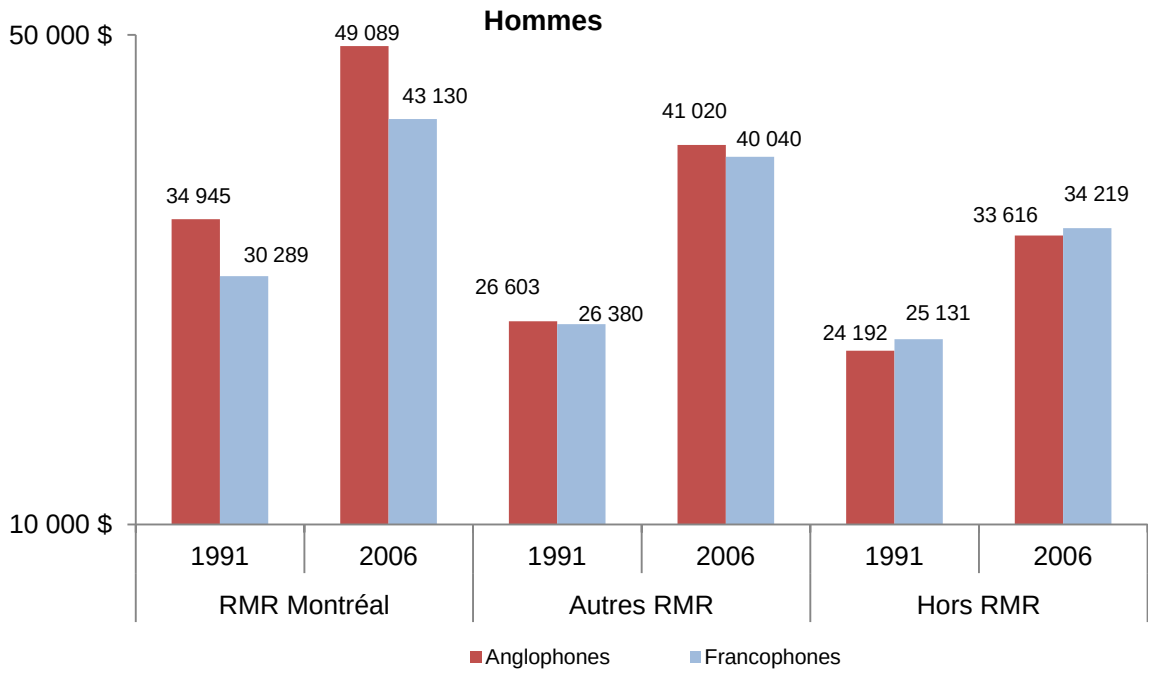

Figure 9 **Revenus moyens des hommes anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006**

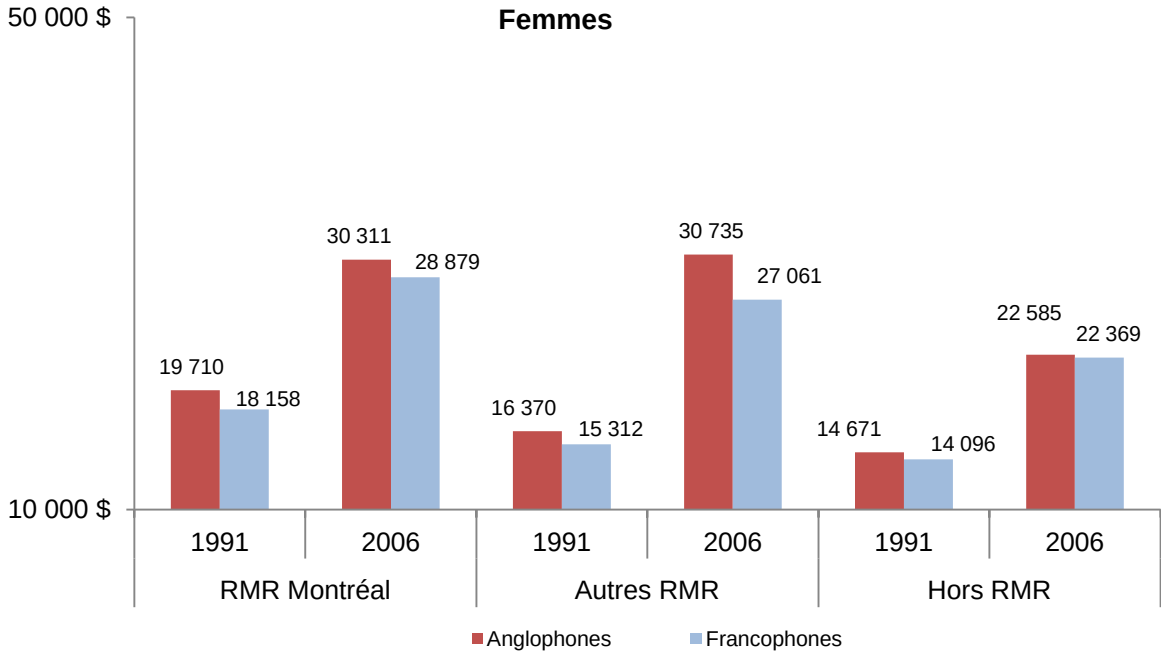

Figure 10 **Revenus moyens des femmes anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006**

Parmi les autres indicateurs favorables aux anglophones dans la RMR de Montréal figurent ceux relatifs à la ***scolarité*** (figures 11 et 12). La proportion de diplômés universitaires des anglophones de la RMR Montréal est de loin supérieure à celle des autres régions et, inversement, la proportion d'individus ne détenant pas de diplôme d'études secondaires est plus faible.

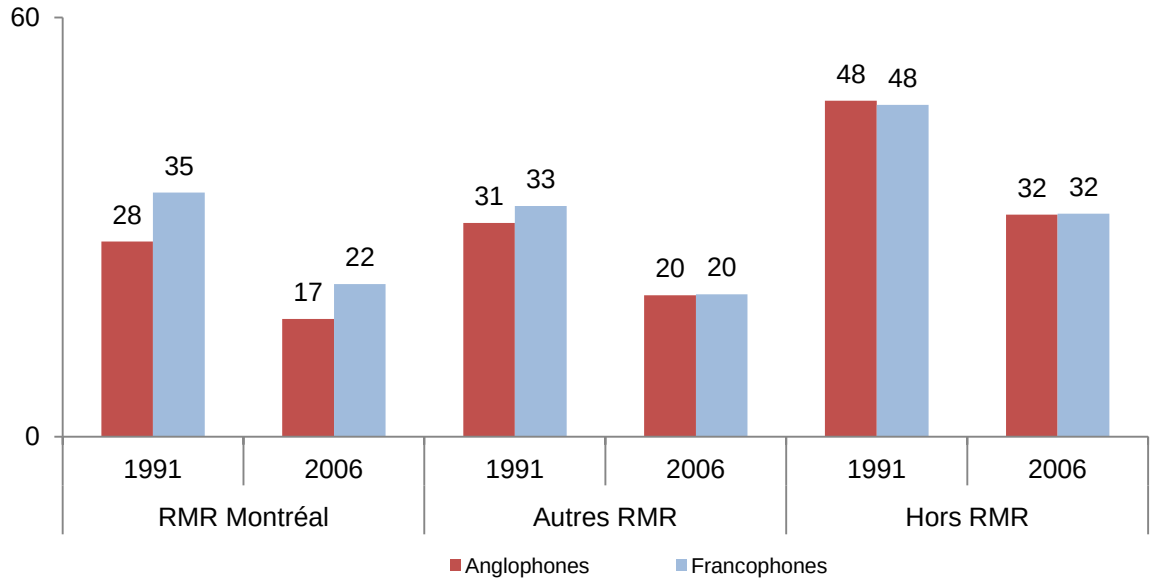

Figure 11 Proportion de la population ne détenant pas de diplôme d'études secondaire selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991 et 2006

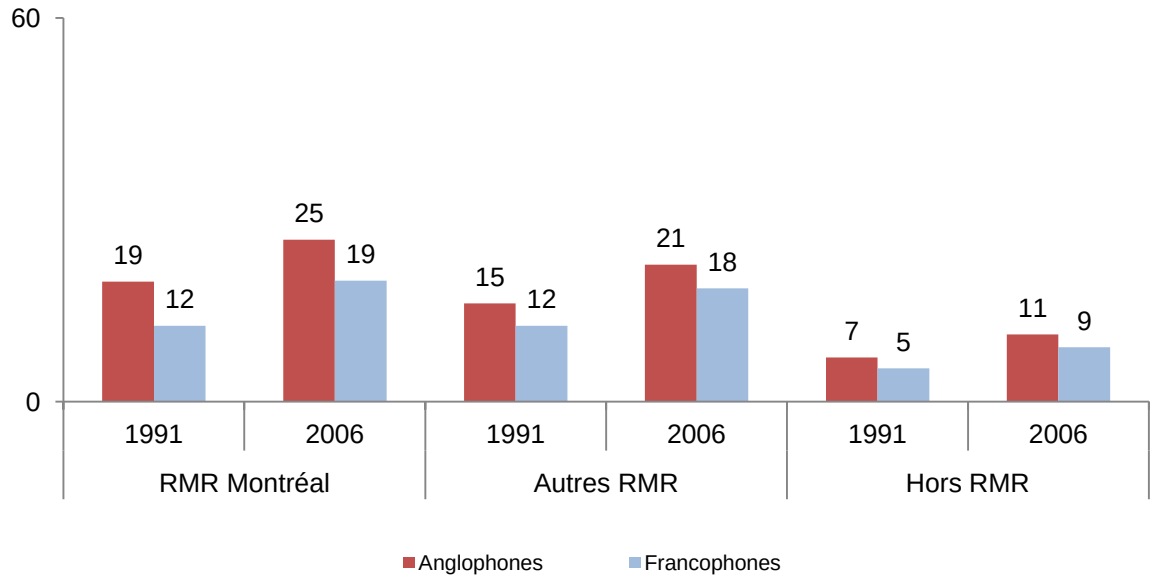

Figure 12 Proportion de la population détenant un baccalauréat selon la langue maternelle et le territoire de résidence, 1991 et 2006

La proportion de diplômés universitaires à Montréal est aussi plus élevée chez les anglophones que chez les francophones mais malgré cette scolarité plus élevée et des revenus moyens supérieurs, la figure 13 montre qu'à l'exception des personnes âgées, les anglophones de la RMR de Montréal sont plus portés à vivre dans un ménage situé ***sous le seuil de faible revenu*** que les francophones.

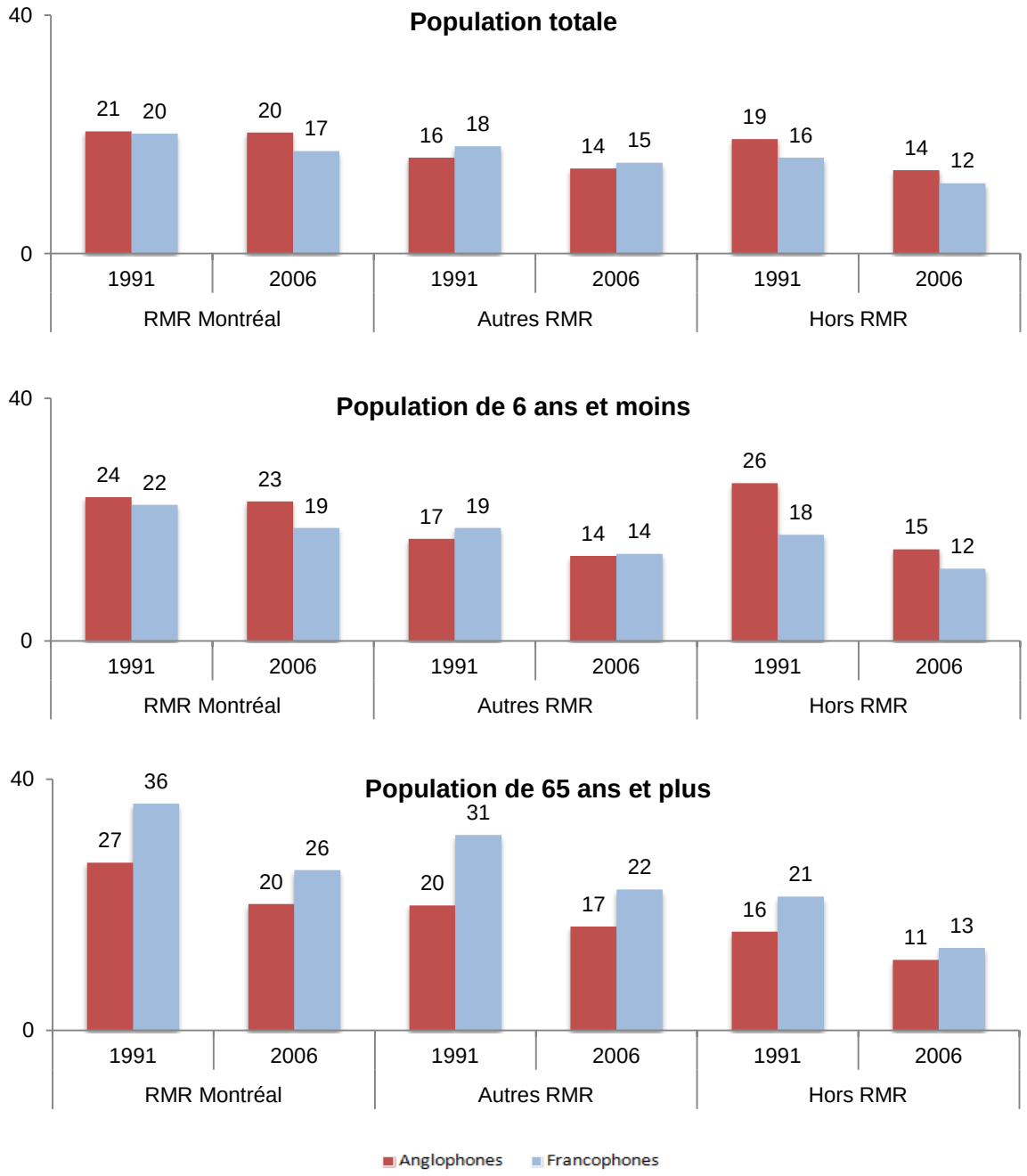

Figure 13 Proportion de la population totale, de 6 ans et moins et de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991 et 2006

Un regard global sur le tableau 2 en début du document permet de voir que les anglophones de la RMR de Montréal ont perdu une partie des avantages qu'ils avaient en 1991 face aux anglophones d'ailleurs au Québec. Ils ont cependant surtout perdu du terrain face aux francophones; en 1991, aucun indicateur n'était défavorable aux anglophones de la RMR de Montréal alors qu'en 2006, seuls quatre des douze indicateurs se démarquent de façon favorable lorsque comparés aux francophones.

La polarité économique qui semble régner parmi la population de langue maternelle anglaise dans la RMR de Montréal sera examinée plus en profondeur à la section 3 qui traite des inégalités dans la répartition des revenus analysés avec le coefficient de Gini.

Autres RMR

Les autres RMR constituent le territoire qui compte le moins d'anglophones selon le tableau 1, mais les tendances s'en dégageant offre un portrait encourageant pour les anglophones vivant dans des régions métropolitaines autres que celle de Montréal.

Les autres régions métropolitaines de recensement émergent souvent du lot de façon positive pour les anglophones lorsque comparées à la RMR de Montréal et aux régions non métropolitaines.

Par exemple, le revenu moyen des femmes anglophones des autres RMR a connu la plus forte progression depuis 1991 et surpasse désormais le niveau des femmes de la RMR de Montréal en 2006 (figure 10). Les indicateurs de scolarité occupent une position médiane entre la RMR de Montréal et les régions non métropolitaines (figures 11 et 12) et la pauvreté, telle qu'estimée par la proportion de la population vivant sous le seuil de faible revenu, est plus faible pour les anglophones dans les autres RMR (figure 13). Lorsque comparés aux francophones, tous les indicateurs socioéconomiques des anglophones dans les autres RMR sont soit neutres soit favorables. La seule exception est le taux de chômage chez les jeunes de 15-24 ans qui est plus élevé chez les anglophones.

Régions non métropolitaines (hors RMR)

Même si le portrait socioéconomique global des anglophones du Québec est fortement empreint des tendances observées dans la RMR de Montréal, puisque le trois-quarts des anglophones québécois y vive, la réalité observée dans les autres régions du Québec n'est pas à négliger. Au total, près de 100 000 individus de langue maternelle anglaise vivaient dans les régions non métropolitaines en 2006 (tableau 1).

Les anglophones des régions non métropolitaines sont caractérisés par des résultats défavorables pour la plupart des indicateurs socioéconomiques, avec une exception cependant : la proportion d'anglophones vivant sous le seuil de faible revenu.

En effet, malgré un taux d'emploi, des taux de chômage et des indicateurs de scolarité défavorables (tableau 2), la proportion de la population anglophone vivant sous le seuil de faible revenu y est plus faible que dans les régions métropolitaines, surtout chez les personnes âgées (figure 13), même si les seuils sont ajustés à la baisse pour ces régions. Le niveau de pauvreté traduit par le seuil de faible revenu peut sembler contradictoire avec

les revenus moyens plus faibles enregistrés en régions non métropolitaines[8]. La réalité est qu'il y a moins d'écarts de richesse qu'ailleurs chez les anglophones vivant en régions non métropolitaines; on y compte moins de très riches et moins de très pauvres. À noter cependant qu'il y a proportionnellement plus d'anglophones de moins de 65 ans que de francophones du même âge qui vivent sous le seuil de faible revenu dans les régions non métropolitaines.

Un autre constat qui émerge de l'étude des indicateurs socioéconomiques en régions non métropolitaines est qu'il existe une similitude entre les francophones et les anglophones pour les niveaux de scolarité et les revenus moyens et médians. Ceci diverge de ce qui est relevé en régions métropolitaines où les deux groupes linguistiques ont généralement des résultats bien différents pour ces indicateurs.

Bilan régional

En plus du repli observé pour la RMR de Montréal, de la situation assez favorable observée dans les autres RMR et du contexte plutôt défavorable en régions non métropolitaines, les figures 9 à 13 montrent que les ***disparités régionales sont plus accentuées chez les anglophones*** que chez les francophones, et plus chez les hommes que chez les femmes. En d'autres termes, l'endroit de résidence dans la province est un déterminant plus important de la situation socioéconomique pour un anglophone que pour un francophone. Par exemple, des disparités régionales plus prononcées sont observées chez les anglophones pour la scolarité, où l'écart de diplomation universitaire entre la RMR de Montréal et les régions non métropolitaines atteint 15 points de pourcentage chez les anglophones, mais seulement 10 chez les francophones en 2006. La plupart des autres indicateurs économiques vont dans le même sens.

2.1.3 Synthèse des indicateurs socioéconomiques du recensement

Dans l'ombre d'une progression positive de la scolarité et des revenus moyens semble se cacher un fossé socioéconomique chez les anglophones qui sont touchés par des niveaux plus élevés de pauvreté que les francophones. Comment peut-on à la fois être plus riche dans l'ensemble et souffrir d'une plus grande pauvreté? À la lumière de ces premiers résultats, nous avons jugé opportun de valider cette hypothèse de polarité économique en utilisant une mesure statistique de dispersion des revenus.

[8] Une hypothèse pour expliquer cette apparente contradiction est que le seuil de faible revenu est ajusté à la baisse dans ces régions puisque le coût de la vie y est moins élevé (voir annexe 2). De cette façon, les individus qui résident dans les régions non métropolitaines peuvent toucher de faibles revenus sans être considérés comme vivant sous le seuil de faible revenu.

3 L'INÉGALITÉ DES REVENUS

L'inégalité des revenus dans une population est souvent attribuée à des politiques de libéralisme économique qui peuvent engendrer des inégalités. Les politiques économiques et sociales qui prônent la redistribution plus équitable des revenus sont généralement reconnues comme étant plus propices à l'amélioration de la santé de populations comme, par exemple, la réduction de la mortalité infantile (De Vogli et collab., 2011; Coburn, 2000).

L'inégalité économique comme déterminant de la santé reste un sujet débattu dans le milieu scientifique mais il est toutefois généralement admis que réduire les inégalités de revenus en augmentant les revenus des plus défavorisés améliore leur santé, aide à réduire les inégalités sociales, et fait progresser la santé de la population en général (De Vogli et collab., 2011; Lynch et collab., 2004). Puisque des disparités ont été observées parmi la population anglophone grâce à l'examen d'une sélection d'indicateurs économiques, nous avons décidé d'explorer l'inégalité des revenus de façon un peu plus fine.

3.1 LES MESURES DE DISPARITÉ

Il existe plusieurs mesures qui évaluent la disparité des revenus d'une population : par exemple, le coefficient de Gini, l'indice d'Atkinson, les ratios de déciles, l'indice d'entropie généralisée, l'indice de Robin des Bois et la proportion du revenu total gagné (De Maio, 2007). Lors d'une étude sur le lien entre différentes mesures d'inégalités et la mortalité, le choix de la mesure ne semblait pas modifier la conclusion que l'inégalité des revenus était liée à une mortalité plus élevée (Kawachi, I. et Kennedy, B.P., 1997).

Notre choix s'est arrêté sur le coefficient de Gini qui est la mesure la plus couramment utilisée et la plus facile à interpréter (De Maio, 2007).

3.2 DÉTAILS MÉTHODOLOGIQUES EN LIEN AVEC LE CALCUL DU COEFFICIENT DE GINI

À l'instar des indicateurs présentés précédemment, les données utilisées pour le calcul du coefficient de Gini sont tirées des recensements de 1991 et 2006. Nous avons utilisé les revenus individuels avant impôts recueillis par la population de 15 ans et plus selon le sexe, par tranches de 2 500 $ jusqu'à 100 000 $ et plus (42 tranches en tout) : c'est à partir des revenus moyens pour chaque tranche que nous avons calculé les coefficients de Gini.

L'indice aurait pu être calculé par ménage plutôt que par individu mais ça aurait engendré une confusion car la langue maternelle d'un ménage est par définition une variable moins précise que la langue maternelle d'un individu. Deuxièmement, les données utilisées ne présentaient pas la taille du ménage.

Certains choix méthodologiques ont été faits concernant certaines données incomplètes ou inusitées. Pour les données de l'année 2006, les revenus moyens n'étaient pas disponibles lorsque les effectifs de population étaient de 250 et moins dans une tranche de revenu. Nous avons présupposé un revenu moyen au milieu de la tranche de revenu pour remédier à ce problème.

De plus, dans quelques cas, des revenus moyens négatifs étaient présents dans la première tranche de revenu, soit 2 500 $ et moins. Ceci peut être expliqué par le fait que certains individus déclarent des pertes financières qui peuvent se traduire en un revenu moyen négatif pour l'ensemble de cette tranche de revenu lorsque les effectifs sont faibles. Il est envisageable que certains individus, probablement des travailleurs autonomes, ont en fait des revenus positifs, mais ils peuvent déclarer certains biens comme des dépenses liées à leur travail (voitures, maisons) et rendre ainsi leur revenu négatif. Ce biais peut s'étendre à toutes les tranches de revenu, mais n'est visible que dans la première tranche (2 500 $ et moins); nous avons donc décidé de ne pas modifier les quelques cas où l'on comptait des revenus négatifs puisque nous n'avons pas les informations nécessaires pour corriger la situation dans les autres tranches de revenu. Inclure les revenus négatifs tels quels, par opposition à les exclure, a l'effet de faire légèrement augmenter le coefficient de Gini; nous avons toutefois calculé cet impact et les tendances restaient les mêmes.

Enfin, le dernier dilemme auquel nous avons fait face était de conserver ou d'exclure du calcul du coefficient de Gini les individus qui n'ont pas de revenu. Il ne semble pas y avoir de consensus clair dans la littérature à ce sujet. Il est généralement admis que les besoins financiers des individus n'ayant pas de revenus sont assurés par une tierce personne de leur ménage, en particulier des étudiants et des femmes ou hommes au foyer. Nous avons fait le calcul des deux façons (en excluant et incluant les personnes sans revenus) et après avoir comparé les résultats obtenus, nous avons opté pour exclure du calcul les individus déclarant des revenus nuls. Une des raisons invoquées est que lorsque le coefficient de Gini des femmes est calculé en incluant celles qui n'ont pas de revenu, son évolution est largement tributaire de la baisse de la proportion des femmes ne touchant aucun revenu dans le temps. En d'autres termes, l'entrée progressive des femmes sur le marché du travail entre 1991 et 2006 se traduirait par un coefficient de Gini en forte réduction dans le temps. Nous avons donc préféré estimer l'inégalité des revenus seulement pour ceux et celles sur le marché du travail. La méthode de calcul du Luxembourg Income Study (LIS), qui est connu internationalement pour ses études sur les mesures d'inégalité, corrobore notre décision d'exclure ceux ne déclarant pas de revenus; ils recodent les revenus nuls comme valeurs manquantes dans leur programmation.

3.3 L'INTERPRÉTATION DU COEFFICIENT DE GINI

Le coefficient de Gini est calculé à partir de la courbe Lorenz. Le calcul et l'interprétation sont expliqués de façon plus détaillée à l'annexe 4.

Le résultat du coefficient de Gini varie de 0, où tous les individus toucheraient le même revenu, à 100, où toute la richesse d'une population serait possédée par un seul individu. Ainsi, plus la valeur du coefficient est élevée, plus grandes sont les inégalités. Le coefficient de Gini ne mesure pas le niveau de richesse ou de pauvreté, mais donne plutôt une indication de la disparité statistique des revenus au sein d'une population. Par exemple, si le coefficient croît pendant une période de temps, il ne permet pas de savoir si la population en question s'est appauvrie; tout ce que l'on sait, c'est que les écarts entre les mieux nantis et les plus démunis se sont creusés.

L'évolution de la disparité des revenus sera d'abord explorée pour l'ensemble du Québec, et sera suivie de l'analyse régionale. Les résultats sont présentés pour chacun des sexes.

3.4 RÉSULTATS

3.4.1 L'évolution de l'inégalité des revenus pour l'ensemble du Québec

L'étude de l'inégalité des revenus révèle une plus grande disparité chez les anglophones que chez les francophones, peu importe le sexe.

La figure 14 permet de visualiser que, pour les deux périodes, la distribution des revenus a toujours été moins équitable chez les hommes et les femmes de langue maternelle anglaise que parmi la population de langue maternelle française. Cette iniquité de distribution de revenus a beaucoup crû chez les anglophones entre 1991 et 2006, surtout chez les hommes. C'est un portrait passablement différent de celui des francophones chez qui l'inégalité des revenus a augmenté dans une moindre mesure chez les hommes et n'a pas changé chez les femmes.

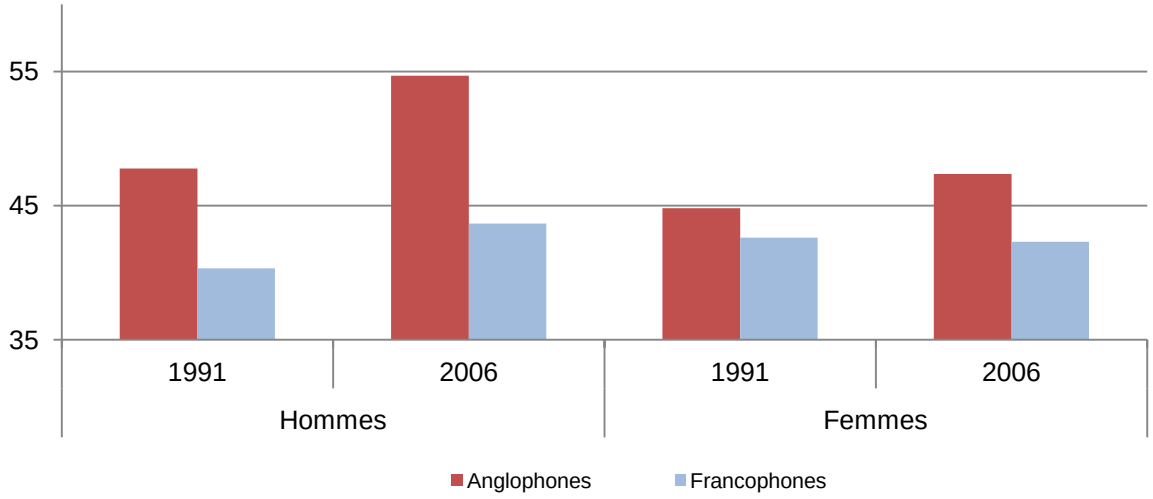

Figure 14 Coefficient de Gini des anglophones et francophones selon le sexe, Québec, 1991 et 2006

3.4.2 Les inégalités de revenu au niveau régional

À nouveau, l'analyse se complexifie légèrement lorsque la dimension géographique est ajoutée.

Comme pour l'ensemble du Québec, la figure 15 montre que la répartition des revenus au niveau régional, tant en 1991 qu'en 2006, sauf peut-être pour les femmes des autres RMR en 1991, apparaît toujours plus inégale parmi les populations de langue maternelle anglaise que française.

En particulier, les hommes anglophones de la **RMR de Montréal** émergent de façon marquante avec un indice de disparité des revenus beaucoup plus élevé que tous les autres en 1991 et 2006. Et avec le temps, l'écart s'est creusé davantage à Montréal qu'ailleurs entre riches et pauvres. Les hommes francophones de la RMR de Montréal présentent une tendance similaire à celle des hommes anglophones mais leur indice de Gini est beaucoup plus bas que celui des anglophones et l'augmentation de l'écart est moins prononcée.

La RMR de Montréal se distingue comme la championne de l'inégalité des revenus; la répartition y semble la plus inégale, sauf pour les femmes francophones. Ces dernières ont d'ailleurs connu relativement peu de variations dans la distribution de revenus à travers les années et les régions. Les femmes anglophones ont une trajectoire un peu différente : elles présentent une augmentation de l'écart dans la RMR de Montréal entre 1991 et 2006, une stagnation dans les autres RMR et une baisse dans les régions non métropolitaines.

On remarque également que c'est dans les **autres RMR** que les francophones et anglophones sont les plus similaires pour l'indice d'inégalité de revenus, et que c'est dans ces territoires de résidence que les anglophones enregistrent leur coefficient de Gini le plus faible. La polarité entre les anglophones les mieux nantis et les plus pauvres est donc atténuée dans les autres RMR comparativement à ce que l'on observe dans la RMR de Montréal.

En ce qui concerne les **régions non métropolitaines**, elles occupent généralement une position médiane tant dans la comparaison régionale entre anglophones que dans la comparaison avec les francophones. Ainsi, les valeurs des coefficients de Gini des anglophones, de même que la différence entre les valeurs des anglophones et des francophones, sont moins fortes en régions non métropolitaines que dans la RMR de Montréal, mais plus élevées que dans les autres RMR (figure 15).

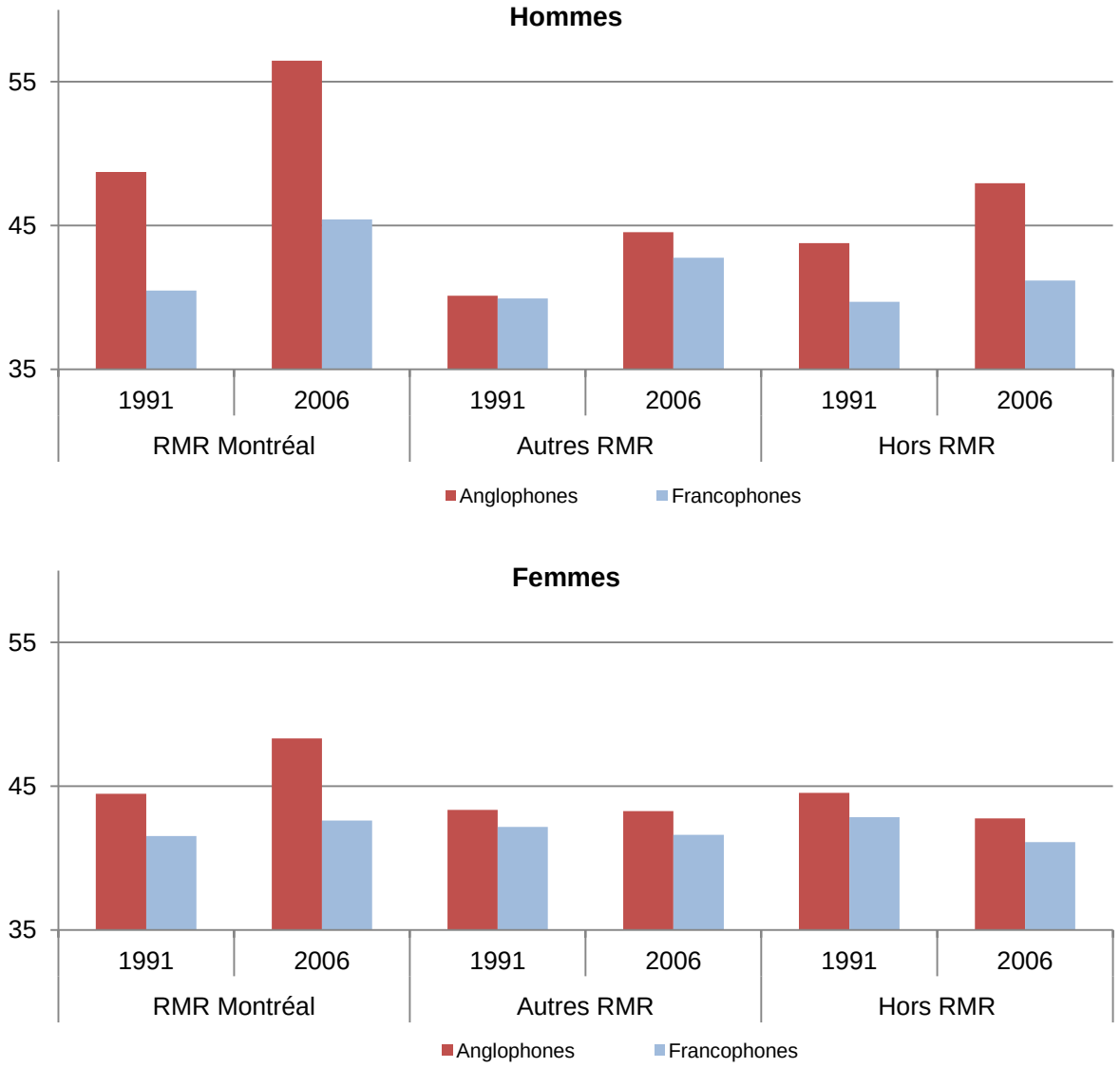

Figure 15 Coefficient de Gini des anglophones et francophones selon le territoire de résidence et le sexe, 1991 et 2006

Mis à part le fait que le coefficient de Gini est toujours plus élevé chez les anglophones que chez les francophones, peu importe le sexe, on observe également que le niveau d'inégalité des revenus n'évolue pas de façon uniforme selon les régions, et ce pour les deux groupes linguistiques (à l'exception des femmes francophones). Il existe de plus en plus de disparités régionales en matière de distribution des revenus, surtout chez les hommes anglophones.

3.4.3 Synthèse des résultats sur le coefficient de Gini

Les résultats obtenus pour le coefficient de Gini confirment l'hypothèse soulevée lors de l'analyse d'autres indicateurs de recensement. Cette analyse suggérait qu'il existe plus d'inégalités de revenus dans la population anglophone, et ce, à tous les niveaux. L'inégalité des revenus est particulièrement élevée dans la RMR de Montréal. On observe aussi que la

répartition des revenus est moins uniforme chez les hommes que chez les femmes, de façon encore plus évidente chez les anglophones. Ce constat se dégage également de plusieurs études sur la santé au Canada et ailleurs montrant qu'une plus grande disparité existe chez les hommes (ICIS, 2010; Dupont et collab., 2004; Mackenbach et collab., 1999). Enfin, les disparités régionales et les différences selon le sexe sont plus importantes chez les anglophones que les francophones.

Tableau 3 Tableau récapitulatif de l'évolution entre 1991 à 2006 du coefficient de Gini pour les anglophones et francophones selon le territoire de résidence et le sexe

Est-ce que les inégalités de revenus croissent ou décroissent au fil du temps?		
Les inégalités économiques croissent	**Les inégalités économiques décroissent**	**Les inégalités économiques restent stables**
Ensemble du Québec		
Hommes anglophones Hommes francophones Femmes anglophones	Femmes francophones	
RMR de Montréal		
Hommes anglophones Hommes francophones Femmes anglophones Femmes francophones		
Autres RMR		
Hommes anglophones Hommes francophones	Femmes francophones	Femmes anglophones
Hors RMR		
Hommes anglophones Hommes francophones	Femmes francophones Femmes anglophones	

4 LES LIMITES

Une des premières limites de l'ensemble des indicateurs que nous utilisons concerne la structure d'âge des populations étudiées. Comme la standardisation des indicateurs n'était pas possible, il est important de garder en tête que la structure par âge de la population peut influencer les résultats. Pour donner un exemple fictif, si la population jeune est plus instruite que la population âgée, et si les anglophones ont une structure d'âge plus jeune que les francophones, la scolarité des anglophones risque d'apparaître plus élevée.

De plus, les indicateurs ne sont pas toujours indépendants les uns des autres. Par exemple, un taux d'emploi en diminution chez les jeunes peut être la conséquence d'un prolongement des études.

L'inclusion des membres des Premières nations et des Inuits dans les données d'analyse suscite souvent des interrogations. Dans le cadre de cette étude, les Premières nations et les Inuits n'ont effectivement pas été retranchés de nos calculs. Il est important d'estimer cet impact sur nos analyses statistiques selon leur langue maternelle puisque leur situation socioéconomique est généralement moins bonne que celle du reste de la population. Le tableau 4 montre qu'en 2006, on comptait 108 000 personnes ayant déclaré une identité autochtone ou Inuit sur le territoire québécois. Douze mille de ces individus se déclaraient de langue maternelle anglaise, ce qui équivaut à 2,0 % de la population totale anglophone au Québec. Quant aux individus d'identité autochtone ayant le français comme langue maternelle, ils représentaient 0,9 % de la population totale francophone. Des proportions similaires ont été observées pour la langue maternelle des Indiens inscrits, ces derniers étant moins nombreux que la population déclarant une identité autochtone ou inuit[9]. Compte tenu des faibles proportions observées et du fait qu'elles soient similaires entre francophones et anglophones, l'impact de la population autochtone sur les résultats est considéré comme minime pour les deux groupes linguistiques.

[9] À noter que les communautés Mohawks et Wendats n'ont pas participé au recensement de 2006. Elles sont de langue maternelle anglaise dans le premier cas et française dans le second. Les communautés Mohawks (environ 10 000 membres) étant toutes situées géographiquement dans la RMR de Montréal et celle des Wendats (environ 3 500 membres) étant située dans la RMR de Québec (autres RMR), leur poids dans les unités géographiques que nous analysons est négligeable.

Tableau 4 Population selon l`identité autochtone ou l'inscription au registre des indiens selon la langue maternelle, Québec, 2006*

Langue maternelle	Population totale	Identité autochtone			
		Population ayant déclaré une identité autochtone		Indien inscrit	
	N	N	%	N	%
Anglais	591 760	12 000	2,0	6 845	1,2
Français	5 909 010	55 980	0,9	19 190	0,3
Autre (langue non officielle)	886 280	39 460	4,5	29 625	3,3
Français et anglais	48 855	990	2,0	300	0,6
Total	**7 435 905**	**108 430**	**1,5**	**55 955**	**0,8**

* Identité autochtone inclut les membres des Premières nations et les Inuits alors que Indien inscrit ne comprend que les membres des Premières nations. Ces données sont basées sur l'auto déclaration lors du recensement.

Le coefficient de Gini présente aussi quelques limites. Il est particulièrement sensible aux inégalités dans le milieu du spectre de la distribution du revenu. Ainsi, une variation dans les tranches de revenu situées au milieu de la distribution entraîne un plus grand changement de la valeur du coefficient de Gini que des variations situées dans les tranches de revenu les plus faibles ou les plus élevées. Certains diront que cette limite est en fait un avantage puisque l'indice est moins influencé par les variations aux extrêmes de la distribution des revenus.

En même temps, le coefficient de Gini ne permet pas de distinguer la provenance de l'inégalité au sein du spectre du revenu. Une explication plus approfondie à ce sujet est disponible à l'annexe 4. Même si une inégalité croissante des revenus mesurée à partir du coefficient de Gini peut provenir de l'un ou de l'autre pôle, ou des deux à la fois, il semblerait qu'au Canada une augmentation de la disparité économique soit le plus souvent due à la croissance des revenus des individus qui se trouvent en haut de l'échelle (Morissette et collab., 2002).

Enfin, la valeur de l'indice est sensible au nombre de catégories de revenu. Plus le nombre de catégorie est élevé, plus le niveau d'agrégation des tranches de revenu est faible et plus l'indice de Gini est élevé. Ce choix a donc un impact sur la comparabilité des valeurs de Gini de ce rapport avec celles présentées dans d'autres études. Comme nous utilisons 41 tranches de revenu dans nos calculs, ce qui est considéré comme un faible niveau d'agrégation, le lecteur est invité à la prudence lors de comparaison de nos données de Gini avec d'autres données parues ailleurs qui donnent probablement des valeurs plus faibles que les nôtres.

CONCLUSION

La situation socioéconomique de la population de langue maternelle anglaise du Québec montre *a priori* une amélioration entre 1991 et 2006. Leur niveau de scolarité déjà élevé a crû de façon impressionnante, de même que leurs revenus. Toutefois, l'examen plus précis des variables montre l'élargissement d'un fossé qui existait déjà en 1991 entre les anglophones riches et les anglophones pauvres, comme si la classe moyenne se réduisait. Ce constat d'inégalité dans la répartition des revenus chez les anglophones est confirmé par l'analyse du coefficient de Gini. Une explication serait que les jeunes anglophones ont plus de difficulté à percer que leurs parents et grands-parents, ce qui semble confirmé par un taux de chômage élevé chez les 15 à 24 ans. Des études récentes pointent d'ailleurs vers une évolution divergente des cohortes; les anglophones de moins de 45 ans ont une situation économique beaucoup moins reluisante que la cohorte qui les précède (Floch et Pocock, 2008). Cette réalité serait exacerbée par le départ de la province des anglophones les plus éduqués qui sont à l'apogée de leur vie active (Floch et Pocock, 2008).

Le bilan socioéconomique des anglophones pour l'ensemble du Québec devient encore plus nuancé lorsque les données sont examinées par territoire de résidence ou comparées avec les francophones. En effet, les progrès des francophones, en particulier au niveau de l'emploi, du chômage, du revenu médian et de la pauvreté, ont été plus prononcés que ceux des anglophones, même si ces derniers ont été traditionnellement considérés en meilleure position socioéconomique. Cette réduction des écarts socioéconomiques entre les deux groupes linguistiques, provoquée en grande partie par le déplacement des francophones du bas de l'échelle socioéconomique vers le milieu et le haut, est observée depuis quelques décennies (Floch et Pocock, 2008; Shapiro et Stelcner, 1987).

La RMR de Montréal, considérée dans l'image populaire comme un bastion de riches anglophones, est caractérisée par des disparités profondes; la proportion d'anglophones pauvres a augmenté considérablement sans que disparaisse la classe traditionnellement riche. L'analyse de la distribution des revenus confirme cette polarité et met également en lumière une inégalité plus importante chez les hommes. Par contre, les anglophones vivant dans les autres RMR se distinguent souvent de façon favorable et semblent moins souffrir de cette polarité. Les régions non métropolitaines quant à elles sont caractérisées par une scolarité et des revenus plus faibles et un chômage élevé, mais une pauvreté moindre, ce qui est semblable à la situation observée chez les francophones. Enfin, un des constats les plus frappants lors de l'analyse géographique est que les disparités régionales sont plus marquées chez les anglophones que les francophones.

Le lien établi entre le statut socioéconomique et la santé, de même qu'entre les inégalités de revenus et la santé, a été souligné plus tôt. Il est évident qu'un décalage existe entre les changements dans la situation socioéconomique d'une population et leur impact sur l'état de santé. Les études que nous menons sur l'état de santé du groupe linguistique anglophone reflètent donc de façon générale les tendances ou les conséquences du passé. La présente analyse ayant illustré la perte de vitesse des anglophones au niveau socioéconomique lorsque comparés aux francophones et les fossés qui se sont créés à l'intérieur même du groupe anglophone, on ne peut pour l'instant que s'interroger sur les conséquences futures de cette détérioration sur l'état de santé des anglophones du Québec.

RÉFÉRENCES

Auger, N., Hamel, D., Martinez, J., et Ross, N.A. (2011). « Mitigating effect of immigration on the relation between income inequality and mortality: a prospective study of 2 million Canadians ». *Journal of Epidemiology and Community Health*, à paraître.

Auger, N., Alix, C., Zang, G., et Daniel, M. (2010). Sex, age, deprivation and patterns in life expectancy in Quebec, Canada: a population based study. *BMC Central Public Health*, 2010, **10**:161, 9 pages.

Braveman, P.A., Cubbin, C., Egerter, S., Williams, D.R., et Pamuk, E. (2010). Socioeconomic disparities in health in the United States: what the patterns tell us. *American Journal of Public Health*, vol. 100, Suppl 1:S186-96. Epub 2010 Feb 10.

Burrows, S., Auger, N., Roy, M., et Alix, C. (2010). Socio-economic inequalities in suicide attempts and suicide mortality in Québec, Canada, 1990–2005. *Journal of Public Health*, vol. 124, no 2, p. 78-85.

Coburn, D. (2000). Income inequality, social cohesion and the health status of populations: the role of neo-liberalism. *Social Science Medicine*, vol. 51, no 1, p. 135-146.

De Maio, F.G. (2007). Income inequality measures. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 61, 849-852.

De Vogli, R., Gimeno, D. et Mistry, R. (2011). « Economic Inequality and Health in the Age of Globalization ». In: Nriagu, J, (éd.) *Encyclopedia of Environmental Health*. p. 207-214. Elsevier: Oxford.

Dupont, M., Pampalon, R., et Hamel, D. (2004). *Inégalités sociales et mortalité des femmes et des hommes atteints de cancer au Québec, 1994-1998*. Institut national de santé publique du Québec, 12 p.

Feinstein, J.S. (1993). « The relationship between socioeconomic status and health: a review of the literature ». *Milbank Q*. vol. 71, no 2, p. 279-322.

Floch, W et Pocock, J. (2008). Emerging Trends in the Socio-Economic Status of English Speaking Quebec: Those Who Stayed and Those Who Left. In R.Y. Bourhis (Ed.) The Vitality of the English-Speaking Communities of Quebec: From Community Decline to Revival. Montréal, Québec: CEETUM, Université de Montréal.

Institut canadien d'information sur la santé (ICIS). (2010). Disparités en matière d'hospitalisation selon le statut socioéconomique chez les hommes et les femmes, [En ligne]. http://secure.cihi.ca/cihiweb/products/disparities_in_hospitalization_by_sex_2010_f.pdf Ottawa (Ontario).

Institut canadien d'information sur la santé (ICIS). (2008). *Réduction des écarts en matière de santé : un regard sur le statut socioéconomique en milieu urbain au Canada*, Ottawa (Ontario).

Kawachi, I. et Kennedy, B.P., (1997). « The relationship of income inequality to mortality: does the choice of indicator matter? » *Social Science Medicine*, vol. 45, no 7, p. 1121-7.

Lynch, J.W., Kaplan, G.A., Pamuk, E.R., Cohen, R.D., Heck, K.E., Balfour, J.L. et Yen, I.H. (1998). « Income inequality and mortality in metropolitan areas of the United States ». *American Journal of Public Health*, vol. 88, p. 1074-1080.

Lynch J., Smith G.D., Harper S., Hillemeier M., Ross N., Kaplan G.A. et Wolfson, M. (2004). « Is income inequality a determinant of population health? Part 1. A systematic review ». *Milbank Q*.; vol. 82, no 1, p. 5-99.

Mackenbach, J.P. et collab. (1999). « Socioeconomic Inequalities in Mortality Among Women and Among Men: An International Study », *American Journal of Public Health*, vol. 89, no 12, p. 1800-1806.

Martinez, J., Pampalon, R., et Hamel, D. (2003). « Deprivation and stroke mortality in Quebec ». *Chronic Diseases Canada*, vol. 24, no 2-3, p. 57-64.

Morrissette, R., Zhung, X. et Drolet, M. (2002). *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999.* Document de travail #187, Direction des études analytiques documents de recherche, Statistique Canada.

Orpana, H., Lemyre, L. et Gravel, R. (2009). « Revenu et détresse psychologique : le rôle de l'environnement social ». Statistique Canada, Rapports sur la santé, vol. 20, no 1, mars 2009.

Pampalon, R., Hamel, D., et Gamache, P. (2008). *Les inégalités sociales de santé augmentent-elles au Québec?* Institut national de santé publique du Québec, 20 pages.

Pampalon, R. et Hamel, D. (2002). *Traumatismes et défavorisation au Québec*. Institut national de santé publique du Québec, 8 p.

Rowlingson, K. (2011). *Does income inequality cause health and social problems?* [En ligne]. http://www.jrf.org.uk/sites/files/jrf/inequality-income-social-problems-full.pdf. Joseph Rowntree Foundation, 50 p.

Shapiro, D.M., Stelcner, M. (1987). Earnings Disparities among Linguistic Groups in Quebec, 1970-1980. Canadian Public Policy / Analyse de Politiques, Vol. 13, No. 1 : 97-104., Mar., 1987.

Statistique Canada (2009). Seuils de faible revenu après impôts (SFR). [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/ref/dict/fam019-fra.cfm.

Statistique Canada. (2008). Glossaire. [En ligne]. http://www.statcan.gc.ca/pub/91-003-x/2007001/4129905-fra.htm#a27.

Statistique Canada (2006). Les seuils de faible revenu de 2005 et les mesures de faible revenu de 2004. Série de documents de recherche – Revenu par la Division de la statistique du revenu. No 75F0002MIF au catalogue — No 004, 37 p.

Wilkinson, R. G. et Pickett, K.E. (2006). « Income inequality and population health: A review and explanation of the evidence ». *Social Science and Medicine*, vol. 62, p. 1768-1784.

Winkleby, M.A., Jatulis D.E., Frank E. et Fortmann, S.P. (1992). « Socioeconomic status and health: how education, income, and occupation contribute to risk factors for cardiovascular disease ». *American Journal of Public Health*. June; vol. 82, no 6, p. 816–820.

ANNEXE 1

INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES DU RECENSEMENT CHEZ LES ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES SELON LE TERRITOIRE DE RÉSIDENCE, 1991, 1996, 2001 ET 2006

L'annexe 1 regroupe tous les indicateurs présentés dans le document auxquels s'ajoutent les années 1996 et 2001. Nous avons aussi ajouté le taux d'emploi des 15 à 24 ans et une donnée disponible pour 2006 seulement qui est la proportion de la population totale, la proportion de la population des 6 ans et moins, et celle des 65 ans et plus, vivant sous le seuil de faible revenu **après** impôts[10].

[10] La proportion de la population vivant sous le seuil de faible revenu après impôts, par opposition à avant impôts, n'est pas disponible pour les recensements antérieurs à 2006.

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006

	1991	1996	2001	2006
Proportion de la population de 15 ans et plus sans diplôme d'études secondaires (DES)				
Ensemble du Québec				
Anglophones	31,7	28,8	25,9	19,7
Francophones	39,6	35,8	31,9	25,3
RMR de Montréal				
Anglophones	28,0	24,9	22,5	16,9
Francophones	35,0	31,6	27,6	21,9
Autres RMR				
Anglophones	30,6	27,7	24,4	20,2
Francophones	33,0	29,6	26,2	20,4
Hors RMR				
Anglophones	48,1	45,0	40,9	31,8
Francophones	47,5	43,6	39,5	31,9
Proportion de la population de 15 ans et plus détenant un baccalauréat				
Ensemble du Québec				
Anglophones	16,4	18,6	20,5	22,5
Francophones	9,2	11,1	12,7	14,8
RMR de Montréal				
Anglophones	18,8	21,1	23,2	25,3
Francophones	11,9	14,0	16,2	19,0
Autres RMR				
Anglophones	15,4	19,2	20,8	21,5
Francophones	11,9	14,0	15,4	17,7
Hors RMR				
Anglophones	6,9	7,9	8,9	10,5
Francophones	5,2	6,4	7,4	8,5
Taux de chômage chez les 15 à 24 ans				
Ensemble du Québec				
Anglophones	18,7	20,5	15,1	15,0
Francophones	**18,3**	**18,5**	**12,7**	**11,3**
RMR de Montréal				
Anglophones	18,2	19,4	14,6	14,0
Francophones	16,6	16,8	10,8	10,8
Autres RMR				
Anglophones	15,0	23,6	14,8	17,0
Francophones	17,0	19,8	13,3	10,9
Hors RMR				
Anglophones	24,0	24,7	18,3	19,9
Francophones	21,0	19,6	14,7	12,2

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 (suite)

	1991	1996	2001	2006
Taux de chômage chez les 25 ans et plus				
Ensemble du Québec				
Anglophones	10,6	10,7	7,5	6,8
Francophones	10,2	9,8	6,8	5,3
RMR de Montréal				
Anglophones	10,2	9,9	7,0	6,5
Francophones	9,3	8,5	5,3	4,6
Autres RMR				
Anglophones	7,5	8,5	5,5	5,0
Francophones	8,5	8,9	6,0	4,4
Hors RMR				
Anglophones	14,6	15,6	11,0	10,0
Francophones	12,2	11,9	8,8	6,7
Taux d'emploi chez les 15 à 24 ans				
Ensemble du Québec				
Anglophones	51,8	43,4	49,0	50,5
Francophones	52,2	44,9	55,2	58,0
RMR de Montréal				
Anglophones	52,4	44,3	49,3	51,1
Francophones	56,3	48,9	59,6	59,2
Autres RMR				
Anglophones	58,8	44,4	54,0	51,9
Francophones	53,7	44,6	55,3	60,5
Hors RMR				
Anglophones	45,3	38,8	44,2	46,0
Francophones	47,5	41,2	50,5	55,2
Taux d'emploi chez les 25 ans et plus				
Ensemble du Québec				
Anglophones	57,1	56,1	59,4	60,9
Francophones	59,2	58,3	60,8	62,1
RMR de Montréal				
Anglophones	58,9	57,9	60,9	62,8
Francophones	61,9	61,2	64,3	65,4
Autres RMR				
Anglophones	61,3	59,7	63,9	62,7
Francophones	61,3	59,9	61,6	63,2
Hors RMR				
Anglophones	47,8	46,9	51,1	51,7
Francophones	55,5	54,6	56,8	58,0

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 (suite)

	1991	1996	2001	2006
Revenu moyen des hommes (avant impôts) – $				
Ensemble du Québec				
Anglophones	32 611	33 291	39 645	45 652
Francophones	27 904	28 590	33 146	38 987
RMR de Montréal				
Anglophones	34 945	35 536	42 372	49 089
Francophones	30 289	30 919	36 699	43 130
Autres RMR				
Anglophones	26 603	27 850	32 517	41 020
Francophones	26 380	26 767	30 448	40 040
Hors RMR				
Anglophones	24 192	25 219	29 827	33 616
Francophones	25 131	25 805	29 322	34 219
Revenu médian* des hommes (avant impôts) – $				
Ensemble du Québec				
Anglophones	24 689	23 410	27 299	29 045
Francophones	24 398	24 339	27 858	31 412
RMR de Montréal				
Anglophones	25 719	24 353	28 339	29 700
Francophones	26 364	26 084	30 153	33 754
Autres RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Hors RMR				
Anglophones	19 192	19 638	22 946	24 893
Francophones	21 891	21 995	25 231	28 898
Revenu moyen des femmes (avant impôts) – $				
Ensemble du Québec				
Anglophones	18 834	20 285	24 058	29 081
Francophones	16 368	17 859	21 331	26 085
RMR de Montréal				
Anglophones	19 710	21 387	25 116	30 311
Francophones	18 158	19 868	23 836	28 879
Autres RMR				
Anglophones	16 370	17 619	22 253	30 735
Francophones	15 312	16 707	19 753	27 061
Hors RMR				
Anglophones	14 671	15 234	18 662	22 585
Francophones	14 096	15 235	18 162	22 369

* N. d. : Non disponible. Il n'est pas possible de calculer le revenu médian pour les autres RMR puisque les cinq RMR ne sont pas agrégées.

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 (suite)

	1991	1996	2001	2006
Revenu médian* des femmes (avant impôts) – $				
Ensemble du Québec				
Anglophones	14 054	14 829	17 403	20 982
Francophones	12 503	13 476	16 396	20 351
RMR de Montréal				
Anglophones	15 028	15 573	18 339	21 786
Francophones	14 524	15 258	18 828	22 940
Autres RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Hors RMR				
Anglophones	10 720	11 622	14 024	17 327
Francophones	10 730	11 818	14 118	17 616
Population totale vivant sous le seuil de faible revenu après impôts**				
Ensemble du Québec				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	14,2
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	10,5
RMR de Montréal				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	15,7
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	13,0
Autres RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	10,7
Francophones	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**11,1**
Hors RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	8,9
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	7,5
Population de 6 ans et moins vivant sous le seuil de faible revenu après impôts				
Ensemble du Québec				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	15,7
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	10,6
RMR de Montréal				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	17,2
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	13,8
Autres RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	10,1
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	9,7
Hors RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	7,7
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	7,5

* N.d. : Non disponible. Il n'est pas possible de calculer le revenu médian pour les autres RMR puisque les cinq RMR ne sont pas agrégées.

** N.d. : Non disponible. Cet indicateur est disponible pour 2006 seulement.

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 (suite)

	1991	1996	2001	2006
Population de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu après impôts				
Ensemble du Québec				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	9,6
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	9,5
RMR de Montréal				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	11,9
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	15,1
Autres RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	7,7
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	11,7
Hors RMR				
Anglophones	n.d.	n.d.	n.d.	2,8
Francophones	n.d.	n.d.	n.d.	3,0
Population totale vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts*				
Ensemble du Québec				
Anglophones	19,9	n.d.	n.d.	18,8
Francophones	18,0	n.d.	n.d.	14,7
RMR de Montréal				
Anglophones	20,5	n.d.	n.d.	20,3
Francophones	20,1	n.d.	n.d.	17,2
Autres RMR				
Anglophones	16,1	n.d.	n.d.	14,3
Francophones	18,0	n.d.	n.d.	15,2
Hors RMR				
Anglophones	19,2	n.d.	n.d.	14,0
Francophones	16,1	n.d.	n.d.	11,8
Population de 6 ans et moins vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts				
Ensemble du Québec				
Anglophones	23,5	n.d.	n.d.	21,5
Francophones	19,6	n.d.	n.d.	15,3
RMR de Montréal				
Anglophones	23,7	n.d.	n.d.	23,0
Francophones	22,4	n.d.	n.d.	18,6
Autres RMR				
Anglophones	16,8	n.d.	n.d.	14,0
Francophones	18,6	n.d.	n.d.	14,4
Hors RMR				
Anglophones	26,0	n.d.	n.d.	15,1
Francophones	17,5	n.d.	n.d.	11,9

*** N.d. Non disponible. Cet indicateur est disponible pour 1991 et 2006 seulement.

Tableau 5 Indicateurs socioéconomiques du recensement chez les anglophones et francophones selon le territoire de résidence, 1991, 1996, 2001 et 2006 (suite)

	1991	1996	2001	2006
Population de 65 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu avant impôts				
Ensemble du Québec				
Anglophones	23,8	n.d.	n.d.	17,9
Francophones	28,7	n.d.	n.d.	19,9
RMR de Montréal				
Anglophones	26,7	n.d.	n.d.	20,1
Francophones	36,1	n.d.	n.d.	25,5
Autres RMR				
Anglophones	19,9	n.d.	n.d.	16,5
Francophones	31,1	n.d.	n.d.	22,4
Hors RMR				
Anglophones	15,7	n.d.	n.d.	11,2
Francophones	21,3	n.d.	n.d.	13,1
Coefficient de Gini – hommes				
Ensemble du Québec				
Anglophones	47,8	51,6	51,5	54,7
Francophones	40,3	43,5	43,0	43,7
RMR de Montréal				
Anglophones	48,7	53,0	52,9	56,5
Francophones	40,5	44,1	44,0	45,4
Autres RMR				
Anglophones	40,1	44,4	44,5	44,5
Francophones	39,9	43,3	42,3	42,8
Hors RMR				
Anglophones	43,8	46,2	46,0	47,9
Francophones	39,7	42,4	41,4	41,2
Coefficient de Gini – femmes				
Ensemble du Québec				
Anglophones	44,8	47,3	47,4	47,4
Francophones	42,6	44,7	44,0	42,3
RMR de Montréal				
Anglophones	44,5	47,2	47,6	48,3
Francophones	41,5	43,8	43,3	42,6
Autres RMR				
Anglophones	43,4	44,5	45,3	43,3
Francophones	42,2	44,2	43,5	41,6
Hors RMR				
Anglophones	44,5	45,7	45,5	42,7
Francophones	42,8	44,7	43,8	41,1

ANNEXE 2

SEUILS DE FAIBLE REVENU AVANT IMPÔTS POUR LES FAMILLES ÉCONOMIQUES ET LES PERSONNES HORS FAMILLES ÉCONOMIQUES, 2005

Tableau 6 Seuils de faible revenu avant impôts pour les familles économiques et les personnes hors familles économiques, 2005

	Taille du secteur de résidence				
Taille de la famille	**Régions rurales (agricoles et non agricoles)**	**Petites régions urbaines**	**30 000 à 99 999**	**100 000 à 499 999**	**500 000 ou plus**
1	14 303	16 273	17 784	17 895	20 778
2	17 807	20 257	22 139	22 276	25 867
3	21 891	24 904	27 217	27 386	31 801
4	26 579	30 238	33 046	33 251	38 610
5	30 145	34 295	37 480	37 711	43 791
6	33 999	38 679	42 271	42 533	49 389
7+	37 853	43 063	47 063	47 354	54 987

Source : Statistique Canada. Série de documents de recherche – Revenu, *Les seuils de faible revenu de 2006 et les mesures de faible revenu de 2005*, produit n° 75f0002mif au catalogue de Statistique Canada, n° 004.

Note : La RMR de Montréal et la RMR de Québec se classent dans la catégorie 500 000 et plus; les autres RMR dans la catégorie 100 000 à 499 999; et les régions non métropolitaines sont réparties dans les catégories 30 000 à 99 999, petites régions urbaines et régions rurales.

ANNEXE 3

DÉFINITION DES INDICATEURS

DÉFINITION DES INDICATEURS

Taux d'emploi

Pourcentage de la population occupée au cours de la semaine (du dimanche au samedi) ayant précédé le jour du recensement, par rapport au pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Population occupée correspond aux personnes qui, au cours de la semaine (du dimanche au samedi) ayant précédé le jour du recensement : a) avaient fait un travail quelconque à un emploi salarié ou à leur compte ou sans rémunération dans une ferme ou une entreprise familiale ou dans l'exercice d'une profession; b) étaient absentes de leur travail ou de l'entreprise, avec ou sans rémunération, toute la semaine à cause de vacances, d'une maladie, d'un conflit de travail à leur lieu de travail, ou encore pour d'autres raisons.

Taux de chômage

Pourcentage de la population en chômage par rapport à la population active pendant la semaine (du dimanche au samedi) ayant précédé le jour du recensement.

Population active = Personnes occupées + Chômeurs

Proportion de la population vivant sous le seuil de faible revenu (SFR) avant impôts

Les seuils de faible revenu avant impôt sont les niveaux de revenu avant impôt, différents selon la taille de la famille et du secteur de résidence, où les familles consacrent 20 points de pourcentage de plus de leur revenu à la nourriture, au logement et à l'habillement que la famille moyenne. Les familles économiques et les personnes hors famille économique des réserves indiennes sont exclues des statistiques sur les faibles revenus (avant ou après impôts) (Statistique Canada, 2009). La dernière année de base est 1992, mais les seuils sont mis à jour régulièrement avec l'Indice des prix à la consommation (Statistique Canada, 2006).

ANNEXE 4

LA COURBE DE LORENZ

LA COURBE DE LORENZ

La figure 16 illustre la courbe de Lorenz à partir de laquelle le coefficient de Gini est calculé. Ce dernier correspond à la superficie entre la diagonale de distribution parfaitement égalitaire des revenus et la courbe de Lorenz qui représente la distribution des fréquences ordonnées réelles des revenus, divisé par la superficie totale située sous la diagonale. Plus la courbe de Lorenz s'écarte de la ligne d'égalité parfaite, plus le coefficient de Gini est élevé, ce qui signifie que les inégalités sont plus prononcées.

Prenons l'exemple illustré à la figure ci-dessous de l'inégalité des revenus des populations A et B. Puisque la courbe de la population B s'éloigne plus de la droite d'égalité que celle de la population A, le coefficient de Gini associé sera plus élevé. L'interprétation serait que la population B souffre d'une plus grande inégalité de revenus à l'intérieur même de leur population que la population A.

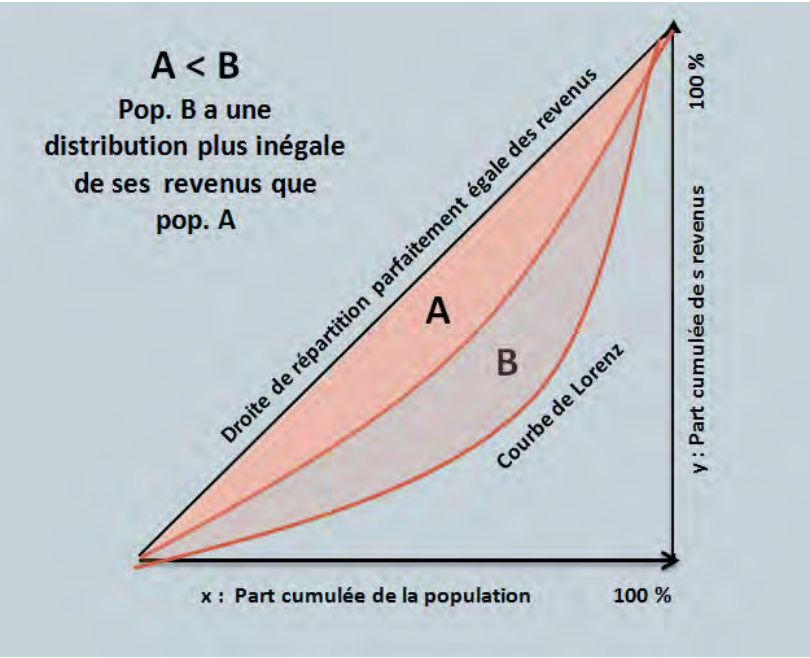

Figure 16 Illustration de la courbe de Lorenz de distribution des revenus

Cet exemple de courbe de Lorenz a une forme très classique mais la courbe de Lorenz peut prendre des formes très différentes selon que les inégalités se concentrent en bas, au milieu ou en haut du spectre du revenu. En revanche, la surface entre cette courbe et la diagonale peut demeurer égale et le coefficient de Gini rester constant. Ceci explique la raison pour laquelle une des limites du coefficient de Gini est que sa valeur ne permet pas de distinguer la provenance de l'inégalité au sein du spectre du revenu.

N° de publication : 1493

EXPERTISE
CONSEIL

INFORMATION

FORMATION

www.**inspq**.qc.ca

RECHERCHE
ÉVALUATION
ET INNOVATION

COLLABORATION
INTERNATIONALE

LABORATOIRES
ET DÉPISTAGE

Institut national
de santé publique
Québec